

**Un Prix 2026 décerné
à Tryphon Kin-kiey Mulumba par
un jury Kambayi Bwatshia**

Lire article en page 3.

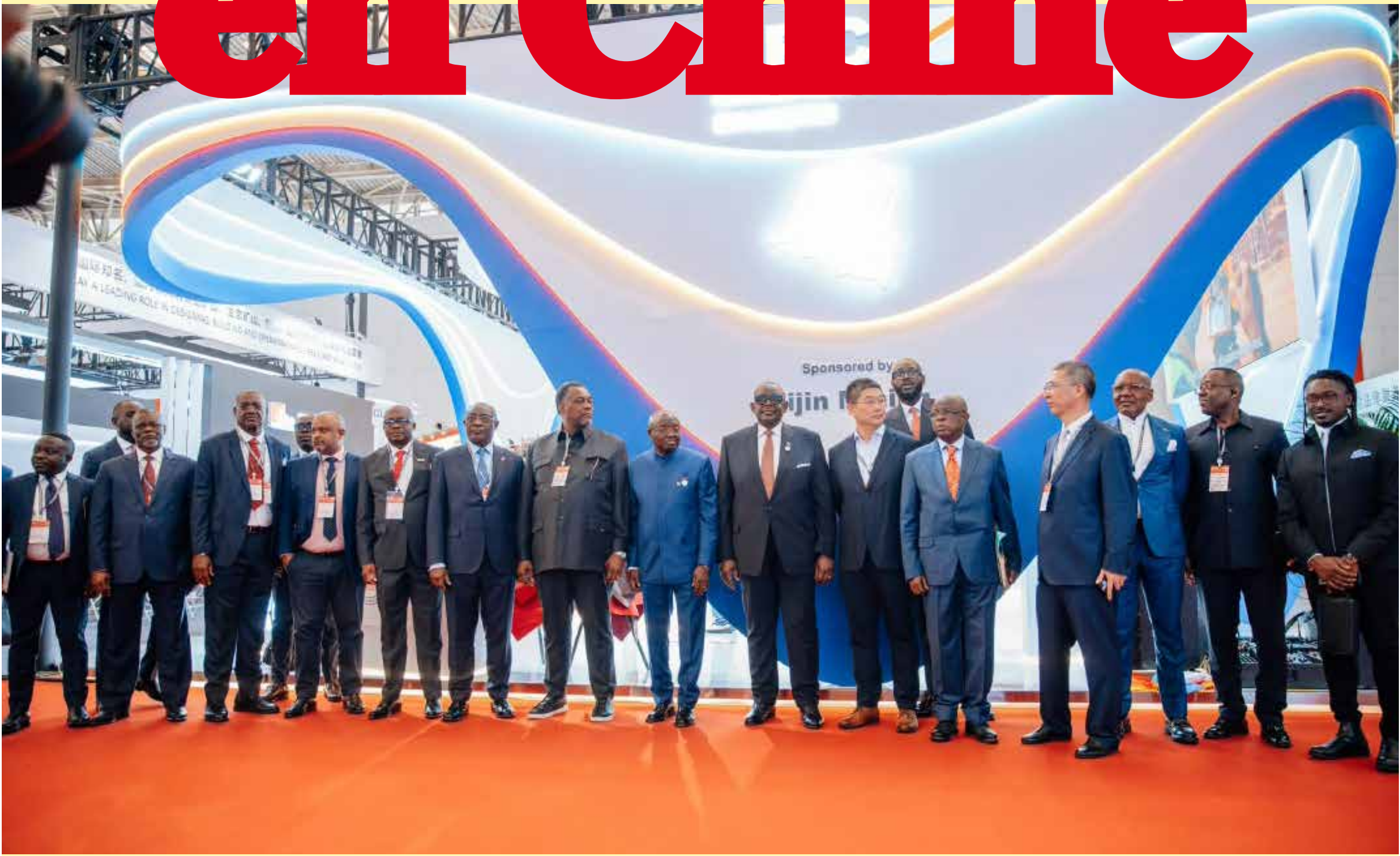
THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1676 | Jeudi 24 septembre 2026 | 20 pages €7 \$8

Watum fait le plein en Chine



Très forte présence au XXVIIIème China Mining, le Congo marque les esprits. Puis le potentiel minier qualifié de scandale. *Lire pages 9-10. DR.*



548632 898755

LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.

Le parti UDPS donne une riposte géante à l'opposition



La riposte du parti présidentiel UDPS mardi 22 septembre à l'opposition a mobilisé massivement plusieurs villes du pays mais sans dégât signalé. DR.

La marche organisée mardi 22 septembre par le parti présidentiel UDPS/Tshisekedi en soutien au chef de l'État s'est déroulée à travers le pays. Une riposte géante à l'opposition.

Dans le cortège, quelques manifestants, quant à eux, ne cachaient pas leur volonté de vouloir même donner une

leçon à cette opposition en lui montrant la capacité de mobilisation du pouvoir.

CONSTITUTION À MODIFIER.

Véronique, une maman rencontrée dans la foule, a confié : « Nous avons été dans l'opposition pendant 37 ans : nous savons donc ce que c'est que de lutter et nous sommes prêts à continuer ! ». Le mot d'ordre était de soutenir le projet de modification de la Constitution.

À Kinshasa, une foule

dense, nombreuse et majoritairement habillée en blanc : les militants et sympathisants du pouvoir ont répondu présent à l'appel du parti présidentiel, l'Union pour la démocratie et le progrès social. Dans une ambiance festive, les manifestants sont partis de la 11ème rue, à Limete sous la conduite du secrétaire général du parti présidentiel UDPS Augustin Kabuya Tshilumba. Le cortège s'est dirigé vers le Centre culturel et des arts

de l'Afrique centrale, face au Palais du peuple, siège du Parlement. « Le moment est venu de changer cette Constitution », a lancé en lingala aux manifestants le secrétaire général de l'UDPS.

Un important dispositif sécuritaire a été déployé le long de l'itinéraire. Des policiers étaient visibles aux abords du siège du Parti du peuple pour la reconstruction et le développement, PPRD, le parti de l'ancien président Joseph Kabila, selon

des témoins. À Matadi, dans le Kongo Central, les manifestants sont partis de la place Mvuadu en direction de l'Assemblée provinciale. À Lubumbashi, dans le Haut Katanga, des militants venus de plusieurs communes se sont rassemblés à la place de la Poste. La mobilisation a également eu lieu à Kananga, où le cortège est parti du rond-point Notre-Dame jusqu'au gouvernement de province. À Kindu, deux itinéraires ont été suivis avant la lecture de mémorandums au

gouvernorat et à l'Assemblée provinciale. Des rassemblements ont aussi été signalés à Gungu, dans le Kwilu, et à Mbuji-Mayi, dans le Kasai Oriental. Tous ces manifestations se sont déroulées sous l'encadrement des forces de l'ordre. Aucun incident majeur n'a été signalé peu après. À Kisangani, dans la Tshopo, les fédérations urbaine et rurale de l'UDPS/Tshisekedi ont annoncé l'annulation de la marche. Dans un communiqué publié lundi

21 septembre, elles invoquent la situation sanitaire liée à l'épidémie d'Ebola. « Pour des raisons de santé publique, la marche de soutien à la Constitution est annulée », a indiqué le communiqué signé par le secrétaire fédéral intérimaire, Kayongo Bulaya. Une situation similaire a été rapportée à Gemena, Sud-Ubangi, où les responsables locaux de l'UDPS indiquent avoir annulé la marche après la déclaration de l'épidémie d'Ebola dans la province.

Trump dévoile des confidences sur le Rwanda

Donald Trump a rapporté mardi 22 septembre à New York, à l'Assemblée générale des Nations unies, que son homologue rwandais Paul Kagame lui avait affirmé que le conflit dans la région des Grands Lacs dure depuis 32 ans.

« Il m'a dit que cela durait depuis 32 ans. Il m'a dit que beaucoup de gens avaient essayé de résoudre le problème et qu'ils n'avaient pas réussi », a-t-il déclaré en évo-

quant son échange avec le président rwandais. Il a affirmé que son administration avait obtenu un « règlement » dans le conflit, inscrivant ce dossier parmi plusieurs crises internationales pour lesquelles Washington revendique des avancées diplomatiques. La durée évoquée par Paul Kagame, telle que rapportée par Donald Trump, renvoie à une succession de crises qui ont profondément marqué la région des Grands Lacs depuis le génocide des Tutsi au Rwanda en 1994, les mouvements massifs de réfugiés

et les interventions armées ayant progressivement alimenté l'instabilité dans le Grand Kivu. Les deux guerres du Congo, les affrontements entre groupes armés et forces régulières, ainsi que les interventions de pays voisins ont entraîné d'importants déplacements de populations et causé un lourd bilan humain, avec des millions de morts. Cette profondeur historique permet de replacer la crise actuelle entre Kinshasa et Kigali dans un contexte plus large, marqué par des enjeux sécuritaires, politiques et

régionaux accumulés au fil des décennies, contrairement aux lectures qui occultent cette trajectoire historique pour imputer à tort la responsabilité de la déstabilisation sécuritaire dans l'est du pays. La déclaration de Trump intervient alors que Kinshasa et Kigali ont engagé un processus diplomatique soutenu par Washington. L'accord de paix signé le 27 juin 2026 constitue le principal cadre bilatéral destiné à régler les différends sécuritaires et à favoriser la normalisation des relations entre les deux pays.

La Belgique ne bouge pas ses positions

La Belgique réaffirme son attachement à l'intégrité territoriale et à la souveraineté du Congo malgré le rétablissement des relations diplomatiques avec le Rwanda après plusieurs mois de rupture entre les deux pays suite à l'agression du Congo par le Rwanda, a indiqué son ministre des Affaires étrangères, Maxime Prévot sur son compte X (ex-Twitter).

« Nous avons convenu de l'importance

d'un dialogue systématique, y compris sur les points de désaccord qui subsistent, tels que le conflit dans l'est de la RDC », a écrit Maxime Prévot. « Le rétablissement des relations diplomatiques entre États ne signifie pas renoncer à notre position, mais disposer de canaux de dialogue structurés », a précisé le ministre qui a tenu à clarifier la position de son pays à propos des frontières congolaises et de sa souveraineté, mises en mal par l'occupation rwandaise. « Je continuerai pour ma part à défendre

l'intégrité territoriale et la souveraineté de la RDC », a-t-il martelé. La Belgique avait rappelé son attachement à la souveraineté de la RDC dès le début de la guerre d'agression menée par le Rwanda sur le sol congolais à travers ses supplétifs du M23-AFC. À l'Assemblée générale des Nations unies, le Président américain Donald Trump a indiqué, dans son discours, que son homologue rwandais Paul Kagame a avoué que la guerre durait depuis trente ans et avait fait des millions de morts.

Un trophée Bravo X 2026 décerné au professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba

Il en pleut tellement de trophées sur la ville de Kinshasa voire au Congo au point qu'on s'interroge parfois mais quand le courrier est signé par Jean-Richard Kambayi Bwatshia, cela amène à réfléchir à deux fois.

Ancien de Laval, Québec, de Montréal, Canada, de Harvard, États-Unis, État du Massachusetts, à Cambridge, à un jet de pierre de Boston, historien, hier ministre de l'Enseignement Supérieur, Universitaire et de la Recherche scientifique, auteur de plusieurs ouvrages (L'illusion tragique du pouvoir au Congo-Zaïre: Points de vue, Essai sur l'histoire et la conscience de l'historien : une adresse aux historiens congolais, République démocratique du Congo: de la conférence de Berlin de 1885 à nos jours, Conscience-histoire et liberté des peuples), longtemps professeur à l'Université Pédagogique Nationale (autrefois Institut Pédagogique National) où il fut aussi Chef du département d'Histoire, Directeur du Centre de Recherches et de Pédagogie Appliquée, Secrétaire Général Académique, Secrétaire Général Académique à l'Institut Supérieur de Commerce de Kinshasa (ISC/Kin), aujourd'hui Directeur général de l'UNISIC, anciennement Ifasic ou Isti, Jean-Richard Kambayi Bwatshia qui signe un courrier adressé au Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba, n'est pas n'importe qui au Congo. C'est une figure scientifique énorme. Face à cette correspondance, Tryphon Kin-kiey Mulumba retient son souffle. Mais ce courrier qui le trouve quand il se trouve à l'extérieur pour des raisons d'État, le contraint à se faire représenter à cet événement, la XVIème édition du genre, qui se réunit cette année à Kinshasa le 20 septembre



Ci-haut, l'Honorable député du Parti pour l'Action Yerkis Muzama Muzinga reçoit le trophée, accueilli ci-bas par le service de protocole, accompagné du secrétaire du Conseil d'Administration Papytsho Muyenga Makaino et de l'Assistant du Président du Conseil d'Administration, le Dr Steeven Pierre Massey Hombo. DR.



dans un cadre ultra sélect, l'hôtel Hilton lors d'un dîner de gala sur le thème «Célébrons l'excellence qui bâtit et inspire».

«L'IMAGE INSPIRANTE». Il désigne un député de son parti, le Parti pour l'Action, PA, l'Honorable Yerkis Muzama Muzinga pour le représenter. L'honorable se

fera accompagné du secrétaire du Conseil d'Administration Papytsho Muyenga Makaino et de l'Assistant du Président du Conseil d'Administration, le Dr Steeven Pierre Massey Hombo. Créé en 2012 par Me Farouk Mahumbala Mulandu, le Prix Bravo X dont le jury est présidé par le professeur émérite Jean-Richard

Kambayi Bwatshia, a porté pour l'année 2026 son choix sur le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba. La lettre du 10 août qui annonce cette décision qui reconnaît des qualités à cet « ancien ministre, député élu, réélu plusieurs fois, candidat à la présidence de la République en 2018, qui se désiste pour soutenir le candidat Président CACH,

Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, devient la troisième personnalité du CACH», explique ce choix : « Tenant compte de l'image inspirante que vous renvoyez à la société, en tant que personnalité politique et homme d'État, ainsi que de votre management exemplaire au Conseil d'administration de la RVA-SA (Régie des

Voies Ariennes-Société Anonyme, ndlr), marqué notamment par l'accélération de la modernisation de l'Aéroport International de N'djili, le renforcement de la sécurité aéroportuaire, le suivi de la réhabilitation des aéroports en provinces, le lancement du projet du nouveau siège administratif de la RVA-SA, l'obtention de la certification internationale de certains aéroports dont N'djili et Luano, le jury de Bravo X a l'honneur de vous informer que vous avez été désigné à l'unanimité, Lauréat « Prix du Parcours d'exception ». Bravo X, écrit le courrier, est « le Trophée du Vaillant Africain, une distinction panafricaine qui, depuis quatorze 14 ans, célèbre l'excellence et met à l'honneur les femmes et les hommes qui se distinguent par leur engagement, leur leadership et leurs réalisations exceptionnelles au service du développement de l'Afrique, en général, et de la République Démocratique du Congo, en particulier. À ce jour, plus de deux cent cinquante personnalités ont déjà été distinguées à travers cette presti-

gieuse initiative». Nul doute, l'œuvre de modernisation des infrastructures entreprise sur les aéroports du pays et, du coup, celle du renforcement de la sécurité aéroportuaire, marque les esprits. Ce qui amène le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba à confier que cette reconnaissance l'a particulièrement touché pour le prestige comme pour la portée du message de ce Trophée : l'excellence, le leadership au service de l'intérêt collectif, la capacité à transformer les responsabilités confiées en résultats durables. Parmi les lauréats 2026, on note le président du CSAC Christian Bosesembe (Prix d'excellence au service de la Nation), la Directeure Générale de l'ARE Soraya Aziza Moto (Prix de la mandataire publique d'excellence), la Directeure Générale du FPC Barbara Kanam (Prix de la Femme de distinction), la Directeure générale d'Actu 30 Rachel Kitsita (Prix de la Femme de distinction), le Directeur général d'Africa News RDC Achille Kadima (Prix de la presse).

D. DADEI ■

Prenez-le dans les librairies du monde

Trouvez votre exemplaire à la fnac.com, amazon.com ou dans les librairies congolaises

Quand un acteur politique majeur
de l'intérieur dévoile les arcanes du pouvoir congolais



Parution le 22 janvier 2026. Format 140x210 mm, 448 pages, 20€ TTC contact presse : Anne Testuz anne@atestuz.com tél : 0664190065
Éd. © Le Cherche-Midi, 92 avenue de France, 75013, Paris serviceclients@lisez.com Composition : Facompo Dépôt légal : Janvier 2026 ISBN 978-2-7491-8537-8

Quand le système de communication s'enfonce dans une crise jamais connue à ce jour dans le pays

Revu, corrigé, complété.

Vérité toute crue, connue de tous, banalisée par tous : aujourd'hui au Congo, il n'existe pas un texte qui soit lu sur une radio, rendu sur une télé, publié dans un journal version papier, diffusé ou repris sur un site en ligne sans qu'il n'ait été préalablement payé par un client.

S'il est payé par «un client», c'est signe qu'il y a un but recherché. Le but peut être d'informer le Congolais et l'étranger d'un événement quelconque mais le texte peut aussi poursuivre un but martial, chercher à nuire un concurrent, à faire mal à un adversaire, à régler des comptes quelconques. Mais si le devoir du journaliste consiste à préalablement vérifier, mieux, à contrevérifier l'information qu'il a sous les yeux, ce qui l'oblige déontologiquement à commencer par se documenter sur la source, le média qui a transmis « l'information » ou l'individu qui a fait la déclaration ou tenu des propos («Who says What to Whom in Which channel with What effect», «Qui (dit) quoi (à) qui (par) quel moyen (avec) quel effet», les sept questions élémentaires de l'Américain Harold Dwight Lasswell qui fondent une information et rappellent la méthode antique du QQQQCCP (connue comme l'Hexamètre de Quintilien datant de l'époque de Jésus-Christ), au Congo d'aujourd'hui, le journaliste s'astreint à ce devoir premier, se passe d'une rigueur morale, professionnelle, éthique, déontologique. Il publie «l'information», empoche les billets de banque et l'affaire s'arrête là. Mais si une personne s'est sentie visée par cette «information» diffusée et qu'elle se présente au média qui a diffusé cette information ou généralement à un média qui n'aurait pas diffusé l'information controversée, pour faire valoir un démenti ou un recadrage, pratique déonto-



WhatsApp, Facebook, X, TikTok, Messenger, sont les géants du Web qui dominent le flux d'information mondial. DR.

logiquement, professionnellement, légalement, condamnable, il lui faut à son tour mettre la main à la poche et sortir des billets de banque. Ce qui fait l'affaire du média, du journaliste... Le droit de réponse - une disposition planétaire légale qui permet à quiconque est nommé ou est désigné dans un média de faire publier gratuitement sa propre version des faits par l'envoi au responsable de la publication d'un texte cadré sans avoir à prouver un préjudice ou une erreur - n'a nullement lieu au Congo. Le fait pour un journaliste de réclamer un paiement pour diffuser une information non commerciale viole gravement l'éthique du métier. En déontologie, cela s'apparente à de la corruption ou à du chantage vénal. Toutes les chartes professionnelles interdisent formellement de monnayer une publication ou une rétention de nouvelle.

OÙ EST LA VIE DEMAIN? Plutôt que d'informer le public en toute neutralité, au Congo, le journaliste choisit de vendre son pouvoir d'influence. Accepter ou exiger de l'argent pour traiter un sujet c'est trahir sa mis-

sion fondamentale. Il y a là corruption et vénalité. Utiliser sa position pour soutirer de l'argent détruit la confiance du public envers les médias. Quel rôle des instances d'autorégulation ? Existent-elles au Congo? Ne devraient-elles pas condamner fermement ces pratiques qualifiées pénalement sous d'autres cieux d'extorsion ou de chantage et impliquent des poursuites judiciaires? Certes, l'avènement des réseaux sociaux - WhatsApp, Facebook, X, TikTok, Instagram, Messenger, etc., ces géants du Web qui dominent le flux d'information mondial, etc., des médias en ligne et d'information en continu qui fournissent l'actualité 24:00' sur 24:00', à la télé, à la radio, sur le web, etc., se caractérisant par des flashes répétés - les Breaking News de CNN -, des directs permanents et des analyses en temps réel, a transformé le paysage médiatique mondial en imposant le paradigme de l'immédiateté. Cette mutation profonde a forcé les médias traditionnels à réinventer leurs modèles économiques, leurs formats éditoriaux et leur rapport au public. Cette mutation qui marque tant le Congo, donne tant

d'insomnies à tant de personnes sur terre, a-t-elle été repensée, fait-elle débat quand ce nouveau monde fait l'objet de restrictions croissantes dans de nombreux États pour son addiction? Entre impératifs de sécurité nationale, lutte contre la désinformation et la protection des mineurs, la régulation de ces plates-formes est un enjeu politique majeur à l'échelle planétaire. N'est-ce pas là l'origine de cette crise du système de communication congolais qui s'enfonce à un niveau jamais atteint à ce jour allant jusqu'à transformer la scène politique à une scène de théâtre, qui fait dégoûter la pratique politique à la population ? Jamais l'insulte facile, l'injure puérile, l'insulte répugnante, vulgaire, misérable, les dénunciations non étayées, les diffamations quelconques que parfois rien n'explique ou ne justifie et qui sont souvent des mises en scène n'avaient été aussi sorties des bouches aboyantes et atteint un tel niveau d'agressivité extrême, touchant à la vie privée ou intime, une telle escalade de diffamation ou de polarisation du débat public au point de conduire la population à une perte

de confiance envers les institutions traditionnelles. Et quand cette escalade verbale se déroule dans un contexte que connaît le Congo avec la présence sur le territoire national des forces armées étrangères d'occupation, décidées de jamais s'en aller, ne faut-il pas y voir une stratégie de campagne déployée par ces ennemis, une main noire? Face à des tels dégoûts et des tels dégâts, doit-on toujours continuer à se vanter du niveau de sa démocratie et de la liberté de parole dont les Citoyens tireraient profit ? Lorsque les mécanismes d'autorégulation d'une profession - qui certes sont dépourvus de réels pouvoirs de sanction légale ou de contrainte physique - échouent à faire respecter leurs règles déontologiques, ne faut-il pas faire intervenir le système judiciaire pour restaurer l'ordre public et protéger les tiers, à savoir, les Citoyens ? Mais cette responsabilité n'incombe-t-elle pas avant tout à l'État, c'est-à-dire, au Gouvernement, au Parlement, aux institutions publiques, à la société civile qui devraient sonner l'alarme en l'espèce ? Pense-t-on que ce phénomène avec ses millions

de profils éparpillés dans le monde, cette prolifération massive et globale de créateurs de contenu sur les réseaux sociaux qui se prennent pour des deus ex machina - des Congolais basés dans tel pays, logeant leurs sites dans tel autre et qui sont suivis par les Congolais qui s'en sont rendus malades au point d'être convaincus qu'ils ne s'en guériront jamais - pourrait-il disparaître demain comme par magie sans une étude scientifique menée aujourd'hui par l'élite pour en déceler les causes et leur trouver des solutions au moment où sur les médias, les journalistes eux-mêmes vantent tant les millions de \$US collectés auprès de leurs mentors ? Ne faut-il pas finalement réinventer la vie ? Il faut se poser la question s'il existe au Congo un régime d'aide à la presse privée comme il en existe ailleurs dans des régimes démocratiques. C'est le cas de la France par exemple où ces Fonds stratégiques pour le développement de la presse ou l'Aide à la Diffusion nés en 1796 visent à favoriser un certain pluralisme du paysage médiatique et à donner ses chances aux nouveaux titres et un choix réel aux lecteurs... **KKMTRY**

LA PRÉCISION DU FAIT
LA RECHERCHE DU DÉTAIL
LA PUISSANCE DU VERBE
LA FORCE D'UN MÉDIA.

THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER
international

SINCE 1989

PÉP-AAAP, ce jour que l'Histoire n'oubliera pas

Ils avaient longtemps attendu ce jour... Ils attendaient ce jour longtemps. Depuis trois ans, jamais ce jour n'était arrivé. Jamais !

À chacune de leurs réunions, de leurs rencontres, sous des formats divers, que de jérémiades ! Ces plaintes longues, ces lamentations tristes, répétitives qui n'en finissaient pas, qui n'en finissaient jamais, qui finissaient par ennuyer ou agacer certains. Ils constituaient la troisième force politique du pays. À la fermeture des bureaux des votes au soir du 20 décembre 2023, il y a trois ans, ils étaient sortis la première force des urnes à l'Assemblée nationale.

Tous en connaissent les chiffres. Quarante-vingt quatre candidats élus députés. Pourtant, énorme catastrophe ! Qu'est-ce qui avait pu se passer entre-temps pour qu'ils en perdent la moitié à la proclamation officielle dans la nuit du samedi 13 au dimanche 14 janvier 2024 ?

Quelqu'un avait eu la pire idée d'aller dévoiler le chiffre des isoloirs au point de réveiller le chat qui dort, chiffre qui aurait dû être gardé sous le sceau de Secret Défense comme l'exige la loi, qui faisait de l'AAAP - Alliance des Acteurs Attachés au Peuple - qu'avait décidé de porter un homme, Tony Kanku Shiku, TKS pour ses proches, né dans les affaires, a grandi dans les affaires, diplômé des Affaires à l'université, décidé - jurant - de rester toute sa vie dans les affaires, que nul n'avait imaginé qu'il pouvait un jour sortir de ce confinement qu'il chérit tant, qui lui prend tant de temps - chaque jour jusqu'au lever du jour - pour aller soutenir des candidats



Face au Président de la République, à sa résidence officielle, les 14 Personnalités et le Chef de l'État suivent l'introduction de TKS. DR.

en politique ? N'est-ce pas l'ADN, le sang, la famille ? Il avait tellement suivi depuis sa naissance son père, l'opposant historique de tous les régimes Étienne Tshisekedi wa Mulumba. Il avait vu son frère, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, escalader les murs de la politique, monter sur le toit de la politique à la disparition de son père le 1er février 2017 et avait certainement tellement entendu et compris mille phrases interpellatrices. Telle celle-ci : « Si tu ne t'intéresses pas à la politique, la politique s'intéressera à toi », reprise par l'ancien premier ministre français Michel Rocard qui s'adressait dans un livre directement aux adolescents pour leur expliquer ce qu'est la politique et les inciter à s'engager : « Si vous ne vous occupez pas de la politique, elle s'occupera de vous ». L'Italien Nicolas Machiavel (né Niccolò di Bernardo dei Machiavelli) qui fut proche de la cour de France, connu comme le géant théoricien de la politique mais

aussi de la guerre, n'a-t-il pas légué à l'Histoire la phrase ci-après : « Tout n'est pas politique, mais la politique s'intéresse à tout ».

À QUI SAIT ATTENDRE...

Nul doute c'est cette intelligence qui fit venir TKS sur cette terre de tous les dangers... Son frère, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo élu Président de la République, TKS décidait malgré lui de « s'intéresser » à la politique, de « s'en occuper » un tant soit peu comme il se confie aux médias. Car « si vous ne vous occupez pas de la politique, elle s'occupera de vous ». Il entendait protéger son frère et autant qu'il pouvait... Il en fut pleinement informé dans la nuit de samedi 13 au dimanche 14 janvier 2024 lorsque les résultats provisoires des élections législatives de décembre 2023 furent proclamés. Alors qu'il détenait la liste de ses élus, lorsque les noms des 477 députés sur les 500 pour le compte de 44 partis et regroupements

politique furent officiellement proclamés par la Centrale Électorale Nationale Indépendante, CÉNI, il en savait déjà trop sur ce monde dangereux ! Rétrogradée par des méchants loups, l'AAAP est citée troisième force avec 45 députés. Qui a fabriqué ces 477 élus et pourquoi ? Pourquoi ce tremblement de terre ? Pourquoi ce tsunami ? Qui lui en voulait tant et pourquoi ? À qui il faisait tant peur ? N'avait-il pas pris trop de risques en s'ingérant dans la politique, cette merde ? Ce monde de merde ? Si on lui en voulait tant, ce monde de merde ne pousserait-il pas jusqu'à chercher un jour à le liquider physiquement ? Que de questions... N'est-ce pas les mêmes questions que ne cesse de se poser un certain Donald Trump lorsqu'il fut vaincu en 2020 par Joe Biden ou quand Dieu a fait qu'il eût miraculeusement échappé à la mort tel ce 13 juillet 2024 lors d'un meeting à Butler, en Pennsylvanie quand, soudain, il entendit un bruit

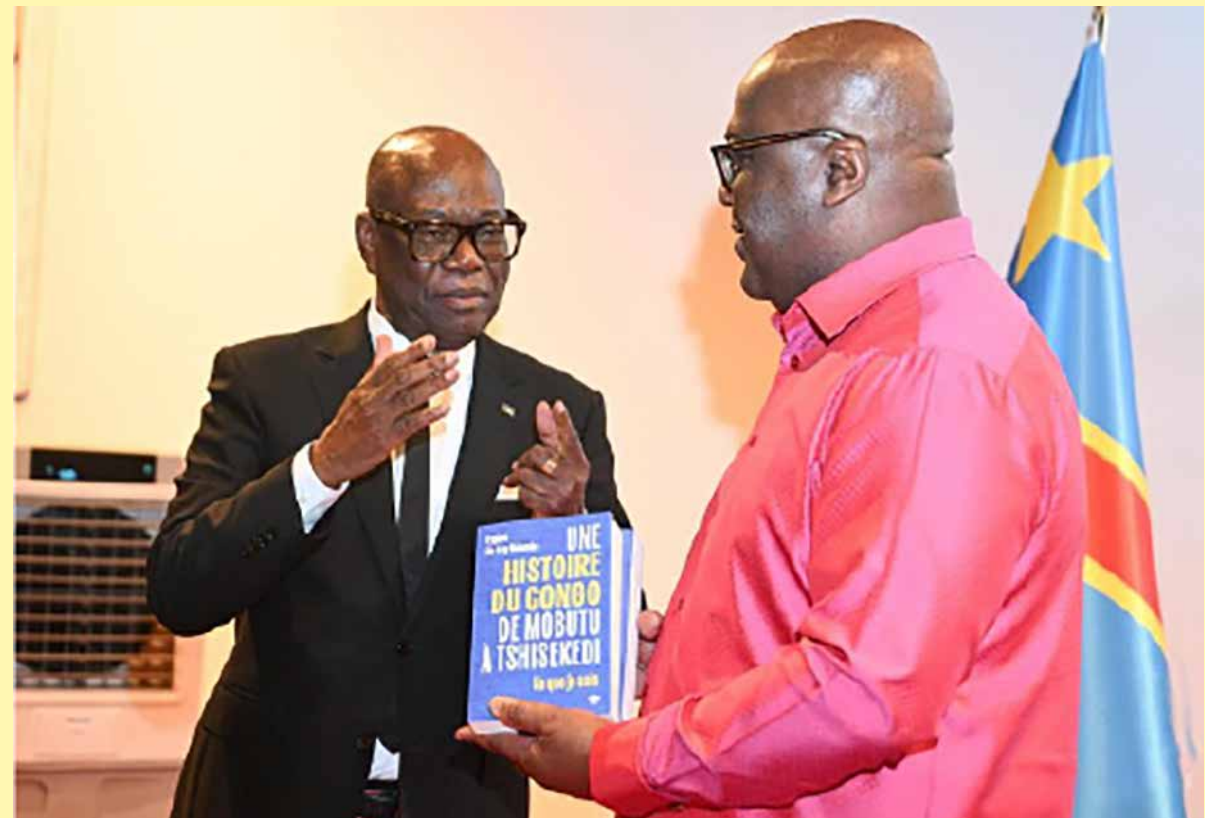
sec, une détonation courte et que Dieu fit qu'il tourna la tête mais la balle traversa l'oreille droite ? Ce soir-là, à Butler, deux autres détonations similaires retentirent, Donald Trump sut aller à terre, entouré immédiatement de plusieurs agents des services secrets, chargés de sa protection quand dans les travées situées derrière l'estrade, ses militants et sympathisants s'accrochèrent, pour se protéger, ne comprenant rien de rien... En 2020, si le Républicain a admis la victoire du démocrate, a-t-il concédé sa défaite ? En 2020, aux États-Unis, dans le camp des républicains, ce fut colère, incrédulité, deuil. En décembre 2023, au Congo, ce fut colère, incrédulité, deuil chez les Acteurs Attachés au Peuple. Mais que faire ? La politique n'est-elle pas un jeu ? (« La politique est un jeu », livre de Emma Bajac, Paris, éd. Flammarion, collection Librio). Pour TKS, malgré la colère, l'incrédulité, le deuil, il ne resta qu'à prendre ça du bon côté, à être du

bon côté de l'histoire. Car la vie doit continuer et elle continue. Tant que la vie est là, il faut la laisser continuer... À qui sait attendre, le temps ouvre ses portes. À savoir attendre, il y a tout à gagner. À qui sait attendre, le miracle finit par se produire. Qui l'aurait cru ? Ce samedi 12 septembre, pour les Acteurs Attachés au Peuple, un miracle s'est produit. Dans la nuit d'avant-veille, après une rencontre cruciale quand avec force et détermination, le projet fut présenté, le frère Tony Kanku Shiku convaincu parfaitement de sa pertinence, assurait qu'il allait le porter sans attendre. Aux petites heures, un coup de fil retentit. « C'est approuvé. C'est le samedi. Tenez-vous prêts avec le récit. C'est samedi... ». Vraiment ! ? Deux députés partis la veille en province en vacances parlementaires, reprennent le vol retour, dès le premier coup de fil, arrêtent tous leurs programmes préparés et annoncés. Un troisième qui

devait embarquer le lendemain pour l'étranger pour des soins, remet au surlendemain le vol. Et, une deuxième fois même sans vraiment y croire, il fait partir son épouse en équipe d'avance... D'autres confient des invitations reçues, entendues mais depuis trois ans, aucune suite. Mais quand il doit se produire, le miracle arrive toujours. Conçue, initiée, partagée, acceptée, présentée, appuyée parfois critiquée voire combattue - c'est la politique - l'audience tant attendue est arrivée. Un Député dans la capitale revenu l'avant-veille, présent dans les préparatifs de cette rencontre, confie : « Même s'il faut rester dans cette salle la nuit, ici, toute la nuit, même deux ou trois jours voire plus, je suis prêt ». Samedi 12 septembre, 16:00', sur les hauteurs de la ville, dans la commune de Ngaliema, dans la très somptueuse salle d'attente de la Cité de l'Union Africaine aux lustres royaux,

(texte suite en page 8).

PÉP-AAAP, à qui sait attendre...

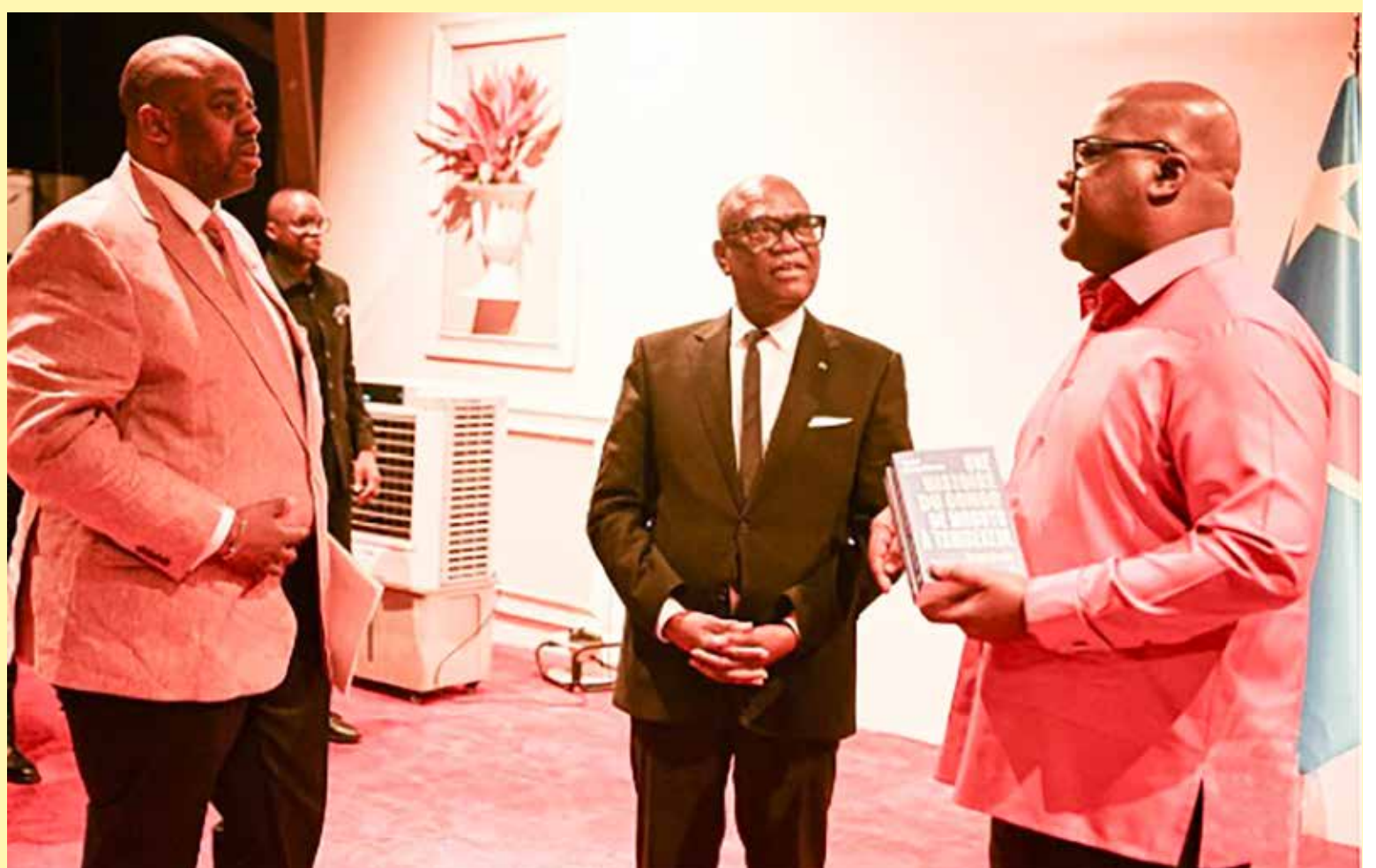


A qui sait attendre, le temps ouvre ses portes. À savoir attendre, il y a tout à gagner. À qui sait attendre, le miracle finit par se produire. Qui l'aurait cru ?

Ce samedi 12 septembre, pour les Acteurs Attachés au Peuple, un miracle s'est produit. Dans la nuit d'avant-veille, après une rencontre cruciale quand avec force et détermination, le projet fut présenté, le frère Tony Kanku Shiku convaincu parfaitement de sa pertinence, assurait qu'il allait le porter sans attendre. Aux petites heures, un coup de fil retentit. « C'est approuvé. C'est le samedi. Tenez-vous prêts avec le récit. C'est samedi... ». Vraiment !?

Deux députés partis la veille en province en vacances parlementaires, reprennent le vol retour, dès le premier coup de fil, arrêtent tous leurs programmes préparés et annoncés. Un troisième qui devait embarquer le lendemain pour l'étranger pour des soins, remet au surlendemain le vol. Et, une deuxième fois même sans vraiment y croire, il fait partir son épouse en équipe d'avance... D'autres confient des invitations reçues, entendues mais depuis trois ans, aucune suite.

Mais quand il doit se produire, le miracle arrive toujours. Conçue, initiée, partagée, acceptée, présentée, appuyée parfois critiquée voire combattue - c'est la politique - l'audience tant attendue est arrivée. Un Député dans la capitale revenu l'avant-veille, présent dans les préparatifs de cette rencontre, confesse : « Même s'il faut rester dans cette salle la nuit, toute la nuit, même deux ou trois jours voire plus, je suis prêt ».



Jamais l'Histoire n'oubliera

(suite de la page 6).

l'énorme complexe immobilier situé à un jet de pierre du site présidentiel de Mont-Ngaliema, qui abritait la résidence officielle et le lieu de travail du Maréchal, érigé en 1967 par le Maréchal en vue du IVème sommet de l'alors Organisation de l'Unité Africaine, OUA, organisé à Kinshasa du 11 au 14 septembre 1967, il n'y a pas que ce Député sur les quatorze personnalités triées sur le volet qui pense ainsi.

Annoncée pour 17:30', la montre indique les 21:00' et, dans la salle, personne ne bouge.

Le frère du Président, «le Haut Représentant du Chef, leader de l'ombre, l'homme discret mais d'une rare efficacité», pour ce jour historique, habillé pour le protocole comme rarement même quand il reçoit ses invités, TKS est dans l'énorme salle, enfoui dans l'un des sofas. Quand le protocole fait irruption et le voit, TKS confie à un proche assis à côté de lui, à gauche que «ça sera plus bas à la résidence officielle». Là où peu de personnes présentes dans la salle ont été un jour.

Incredible... Alors qu'ils s'étaient présentés et apprêtés pour y passer la nuit voire plus, voici qu'arrive des véhicules mis à la disposition de ces invités en charge de les conduire «plus bas» à la résidence officielle du Président de la République. Là, ils sont installés selon le protocole mais aussi selon l'ordre d'arrivée. Ils n'attendent pas plus longtemps. Le Président de la République est déjà annoncé... Il prend la parole, s'excuse du retard. Il y avait des investisseurs qui cherchaient à le rencontrer.

À qui le Président présente ces excuses quand ces quatorze personnalités s'étaient rendues ici à l'idée qu'elles attendraient des heures, voire toute la nuit? TKS prend la parole. Il remercie le Président pour la tenue de cette rencontre historique avec les Représentants de la Plateforme Électorale et Politique, PÉP-AAAP. Au nom de la plateforme, il lui adresse ses félicita-



Peu avant l'arrivée du Président de la République sur l'espace préalablement préparé pour la rencontre... DR.

tions pour l'initiative salubre prise de convoquer «le Dialogue national pour la paix, la cohésion et la refondation de l'État». Il évoque les réalisations qui émergent à travers le pays dans le secteur des infrastructures, l'éducation, la santé, la diplomatie proactive, la montée en puissance des forces de défense et de sécurité, «qui impactent positivement le vécu quotidien des Congolaises et des Congolais redonnant l'espoir d'un avenir meilleur».

PÉP-AAAP MONTRE SES DENTS.

Des remerciements pour avoir accepté de recevoir ces personnalités ce samedi 12 septembre. La rencontre avait été sollicitée dans la nuit de mercredi et jeudi 9 et 10 septembre 2026. Des personnalités qui représentent des regroupements, des partis politiques, des associations membres de PÉP-AAAP qui ne sont qu'un échantillon. Difficile d'en amener plus sans connaître au préalable le cadre. Il appelle chacun pour l'occasion à se présenter en mettant, le cas échéant, un accent sur une expérience politique avérée, un ancrage sociologique reconnu, les différents services publics rendus... Espace Grand Bandundu et Kongo central (Professeur Honorable Tryphon Kin-kiey Mulumba, membre fondateur

du CACH, l'un des candidats du trio gagnant du Candidat CACH Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à la présidentielle de 2018, plusieurs fois ministre, plusieurs fois élu, réélu député de son fief de Masimanimba, député national et provincial dans l'actuelle législature; Hon. Marie-Ange Lukiana Mufwankolo, plusieurs fois ministre, députée, élue quatre fois à Kinshasa et à Bulungu); espace Grand Équateur (Omer Egwake Yangembe, plusieurs fois ministre, ancien député); espace Grand Kasai (Hon. Lambert Mende Omalanga, ancien vice-premier ministre, plusieurs fois ministre-porte-parole du gouvernement, élu député quatre fois à Lodja; Richard Mulumba Asaeba, membre fondateur de CACH, président du Regroupement AE; Hon. Constantin Mbengele Thamuk, ancien DG du Fonds de Promotion de l'Industrie, FPI, élu deux fois député à Mwaka; Jacques Timothé Ikung, ancien Dir-Cab de la ministre de l'Environnement, Secrétaire Général de l'AAAP); espace Grand Katanga (Hon. Jean-Claude Masangu Mulongo, ancien P-dg de la Citibank, Gouverneur honoraire de la Banque Centrale du Congo, BCC, pendant seize ans, de 1997 à 2013, géniteur du Franc Congolais, CDF, ancien président du G24, ancien président

de l'Association des Banques Centrales Africaines, député de Malemba-Nkulu); ville-province de Kinshasa (Laurent Batumona Kandi KHAM, président de AAAP, ancien vice-ministre, ancien député, ancien vice-gouverneur de la ville de Kinshasa, directeur de campagne adjoint du candidat CACH, ancien DG de la DGI, puis de la DGDP; Hon. Steve Mbikayi Mabuluki, plusieurs fois ministre, trois fois député élu à Kinshasa-Tshangu et Mont-Amba, président du Groupe parlementaire AAAP-CODE, promoteur des écoles d'enseignement trilingue Le Cartésien); Hon. Frida Mushy Yaya Yalake, députée de la Tshangu, cheffe d'entreprises; prof. Michel KaswaKayomo, DirCab du ministre des Mines, médecin spécialiste en Biologie médicale et Santé Publique, professeur; espace Grand Kivu (Hon. Jean-Marie Kalumba Yuma, ancien ministre, député national et député provincial de Pangi, Maniema, coordonnateur de la campagne du Chef de l'État au Maniema en 2023; Hon. Maguy Rwakabuba Ribagiza, plusieurs fois vice-ministre, députée de Rutshuru, Nord-Kivu; Hon. Mwanza Hamissi Singoma, ancien président de la FÉC-Nord-Kivu, plusieurs fois député de Nyiragongo, Nord-Kivu, président honoraire du caucus des députés du Nord-Kivu, président

de la Commission Suivi-évaluation de l'Assemblée nationale, président des sociétés). Vient le tour de Laurent Batumona Kandi KHAM de prendre la parole. Il donne lecture du mémo de PÉP-AAAP adressé au Président de la République. Un texte contenant des propositions liées au dialogue national dont la tenue a été annoncée. Le texte, selon des sources proches du dossier, décrit la situation que connaît le pays «confrontée à des multiples défis d'ordre politique, sécuritaire, économique et social, la persistance des conflits armés dans sa partie orientale, les tensions politiques, les difficultés liées à la gouvernance, les enjeux électoraux ainsi que les aspirations légitimes de la population à la paix, à la stabilité, au développement, ce qui justifie la nécessité d'engager une réflexion approfondie sur l'organisation d'un dialogue national». Un «dialogue qui est un instrument reconnu de prévention et de règlement pacifique des conflits. Conduit dans un esprit de bonne foi, d'ouverture et de responsabilité, le dialogue favorise la recherche d'un consensus national, le renforcement de la cohésion sociale ainsi que la consolidation institutionnelle. Un dialogue congolais représente une

opportunité majeure pour promouvoir la paix durable, renforcer la cohésion nationale et consolider les institutions de la République». Le succès de ce dialogue qui «en démocratie est permanent»? Il «dépendra notamment de la bonne foi des parties prenantes, de la transparence des échanges, de la mise en œuvre effective des résolutions qui en découleront. Un dialogue crédible doit être guidé par l'intérêt supérieur de la Nation et contribuer durablement au développement du pays». Ce dialogue se justifie, selon le mémo, par l'urgence de contrer «les velléités subversives, la recherche des solutions durables aux crises politiques et sécuritaires récurrentes, la nécessité de renforcer l'unité nationale, le besoin de consolider les institutions étatiques face à la malveillance extérieure». Et, «face à certaines situations observées», PÉP-AAAP appelle le Président de la République à la mettre «au centre des discussions et des négociations», assure qu'elle va travailler à «renforcer la confiance et la cohésion au sein de la Majorité Présidentielle Plurielle», tout comme à «favoriser l'appropriation du processus par la population». Le texte «assure que les personnalités, ici présentes qui viennent de se pré-

senter et travaillant sous le leadership du Haut Représentant (TKS, ndlr), sont d'ores et déjà prêtes et disponibles à se rendre à tout moment dans leurs espaces géographiques et sociologiques respectifs afin d'y animer et encadrer les consultations à la base, prélude au Dialogue national». «Comme vous pouvez le constater, toutes ces personnalités ont un grand ancrage dans le tissu sociologique du Congo profond que vous avez appelé à s'exprimer dans le cadre du Dialogue national pour la paix, la cohésion et la refondation de l'État. Elles sont ici, devant Vous, pour offrir leur disponibilité à travailler en vue de la réussite des Consultations, en prélude du Dialogue». En reprenant la parole, le Président de la République salue l'initiative de cette rencontre, se dit déterminé à œuvrer pour la réussite du dialogue, valide le poids de PÉP-AAAP et de ses personnalités dont il connaît la pertinence et l'ancrage, assurant que ces données seront prises en compte dans les décisions qui viennent.

La rencontre étant hautement politique, Jean-Claude Masangu Mulongo, notable reconnu et écouté du Grand Katanga fait face aux médias entouré du HR et de ses camarades pour une déclaration. La montre sonne environs 22:00'...

Au départ de la résidence officielle du Chef de l'État, Tryphon Kin-kiey Mulumba poste sur X un texte qui fait le buzz. «Jamais l'Histoire n'oubliera ce jour samedi 12 septembre 2026 qui voit le Chef de l'État @fatshi13 recevoir pour la toute première fois et, dans sa résidence officielle, Députés et Personnalités PÉP-AAAP de TKS. À celui qui sait attendre, la porte finit par s'ouvrir».

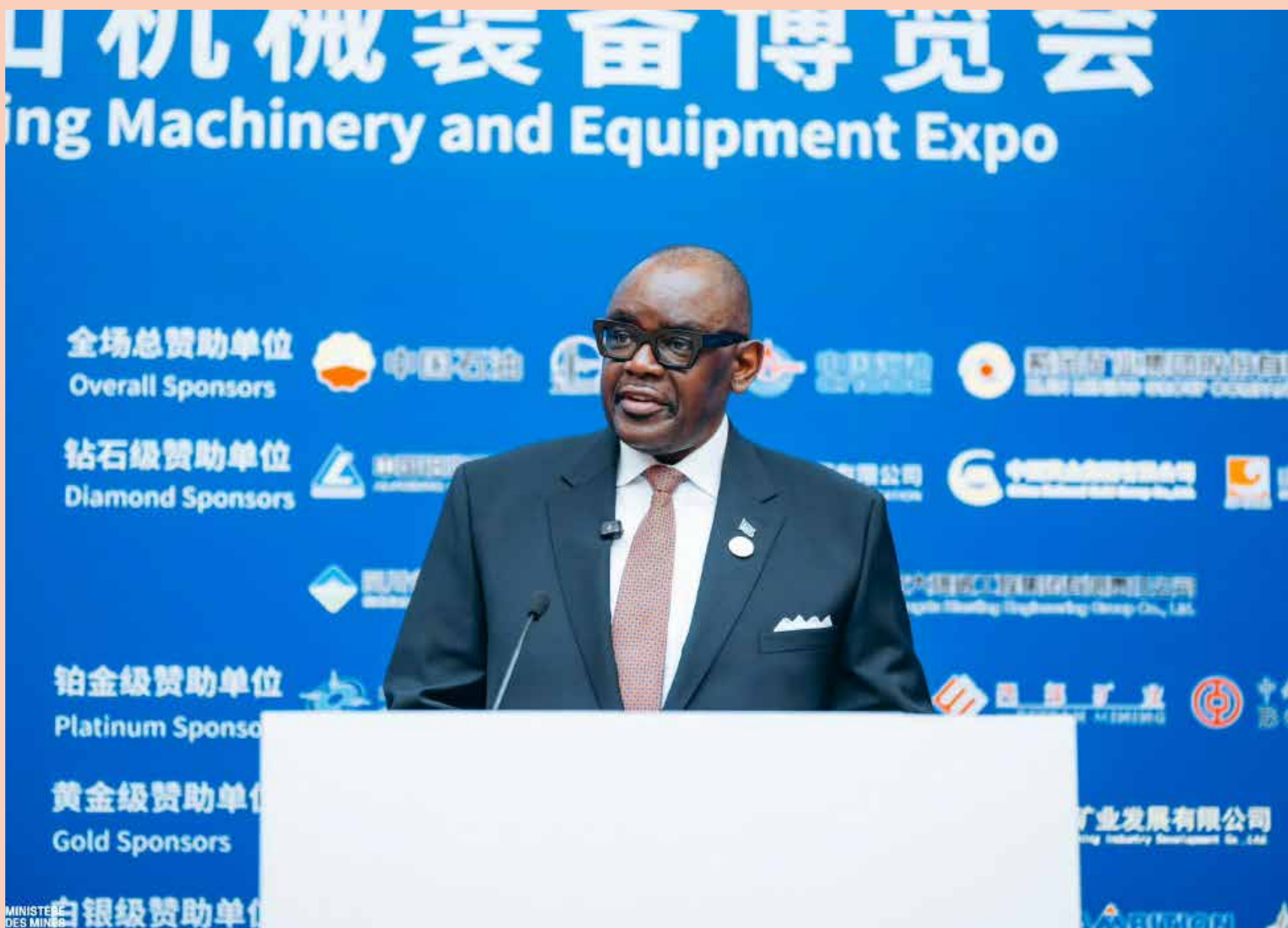
Le lendemain au réveil un autre texte illustré: «Après des années d'attente, ces moments qu'on oublie pas, qu'on n'oublie jamais, qui restent ancrés dans la mémoire pour la vie». Samedi 12 septembre, PÉP-AAAP a montré ses dents.

TKKM ■

Le ministre Watum fait le plein en Chine

Et quand la coopération sino-congolaise séduit les participants à la XXVIIIème Conférence internationale minière de Chine, la China Mining Conference and Exhibition organisée du 10 au 12 septembre 2026 à Tianjin, en Chine, au Tianjin Meijiang International Convention and Exhibition Center.

À Tianjin, autrefois orthographiée Tientsin, nord-est de la Chine, environ 130 kms au sud-est de Pékin, lors de la XXVIIIème China Mining Conference and Exhibition, le ministre congolais des Mines, Louis Watum Kabamba, a porté l'ambition d'un Congo plus que jamais scandale minier, tourné vers la transformation et la création de valeur. Avec Louis Watum Kabamba, le Congo a mis en avant son incommensurable potentiel géologique tout comme ses incroyables opportunités d'investissement. Au Forum RDC-Chine organisé en marge de cette XXVIIIème Chine Mining, Louis Watum Kabamba a placé le cap et l'a défendu haut et fort : transformer localement, créer des emplois qualifiés, favoriser le transfert de technologies et développer les entreprises congolaises. Vision du Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, portée par la Première ministre, Mme Judith Suminwa Tuluka, en faveur d'un secteur minier attractif, responsable et créateur davantage de valeur pour le Congo. Cette XXVIIIème édition de la China Mining Conference and Exhibition, organisée par l'Association minière de Chine (China Mining Association), guidée par le ministère chinois des Ressources naturelles et le Gouvernement



Le ministre des Mines Louis Watum Kabamba a pris part à la China Mining Conference & Exhibition. DR.

populaire de la municipalité de Tianjin, s'est réunie sous le thème «Coopération gagnant-gagnant, vert et intelligent». Elle a rassemblé des représentants de gouvernements, des dirigeants d'entreprises et des experts du monde entier autour de thèmes tels le développement de haute qualité de l'industrie minière, la construction de mines vertes et intelligentes, la restauration écologique des mines et l'intelligence des équipements. Plus de 650 entreprises nationales et étrangères ont pris part à cet événement annuel mondial de l'industrie minière. L'événement a, nul doute, permis au ministre congolais de renforcer des partenariats miniers du pays. En marge de la XXVIIIème China Mining, Louis Watum Kabamba a rencontré des personnalités du secteur minier avec qui il a échangé de manière constructive. On peut citer son homologue tanzanien, le ministre des Ressources minérales Anthony

Peter Mavunde. L'entretien entre les deux hommes d'État a porté sur le renforcement de la coopération minière entre leurs deux pays, le partage d'expériences ainsi que la valorisation des ressources minières.

LE PROJET DES ROCADES DE KINSHASA.

Un échange qui s'est inscrit dans la continuité de la démarche engagée en août dernier lors d'une mission congolaise partie en Tanzanie en vue d'explorer de nouvelles pistes de coopération dans le secteur minier. À Tianjin, Louis Watum Kabamba a aussi reçu les responsables des groupes miniers chinois engagés au Congo, dans l'espace Grand Katanga, dans la province de Lualaba, notamment ZIJIN Mining et CREC Resources. Les échanges avec ces partenaires ont porté sur le renforcement d'un mécanisme durable de coopération avec le ministère des Mines ainsi que sur l'état d'avancement de leurs différents pro-

jets dans le pays. Lors de cette rencontre, ZIJIN Mining a présenté l'état d'avancement de ses pro-jets, notamment COMMUS et le projet de lithium de Manono. Les investissements de ZIJIN Mining au Congo ont atteint environ 6 milliards de \$US. ZIJIN Mining détient, dans le projet Kamoakakula, immense complexe minier de cuivre dans la province du Lualaba, une participation d'un peu plus de 44 % dans cette immense mine de cuivre codétenue avec Ivanhoe Mines, comptant parmi les plus importants gisements cuprifères au monde. La firme chinoise détient aussi la mine COMMUS, située toujours dans le Lualaba, dont elle détient 67 % des parts. Cette exploitation produit d'importants volumes de cuivre et de cobalt (plus de 120.000 tonnes de cuivre et 2.000 tonnes de cobalt par an. ZIJIN Mining est aussi présente dans le projet de lithium de Manono, localité

minière de la province de la province de Tanganyika, capitale Kalemie, où elle explore et exploite un gisement majeur de lithium en roche dure, dont le démarrage de la production et de l'exportation a été lancé en milieu d'année 2026. À Tianjin, lors de Chia Mining Conference and Exhibition, le ministre s'est aussi entretenu avec les responsables de CREC Resources, l'autre firme chinoise active au Congo, filiale à 100 % du géant étatique chinois China Railway Group Limited, CREC. Au Congo, CREC Resources est l'un des acteurs miniers et d'infrastructures les plus stratégiques à travers le modèle de troc « ressources contre infrastructures ». Les activités et projets clés de cette firme au Congo s'articulent autour de plusieurs axes. Dans les actifs miniers majeurs (cuivre et cobalt), CREC Resources gère et détient des participations dans trois grandes exploitations minières de cuivre

et de cobalt, situées, elles aussi dans la province du Lualaba, la Sino-Congolaise des Mines, Sicomin S.A, une co-entreprise sino-congolaise emblématique et une exploitation de classe mondiale, au cœur des accords clés passés avec l'État congolais, la Compagnie Minière de Luisha, la COMILU SAS, la Minière de Kalumbwe-Myunga, MKM SAS. Située à Kolwezi, la MKM SAS produit du cuivre cathodique et de l'acide sulfurique. Dans l'énergie, précisément dans la Centrale hydroélectrique de Busanga. Opérée par la filiale Sinohydro, cette centrale four-nit l'énergie électrique indispensable pour alimenter les installations industrielles de la Sicomin et stabiliser le réseau de la région. Dans les projets d'Infrastructures Connexes aussi. En contrepartie des concessions minières, CREC Resources, via ses différentes filiales comme CREC 7 ou CREC 8, réalise des chantiers d'envergure nationale au Congo, en premier, le projet des

Rocades de Kinshasa qui a l'ambition de désengorger la circulation de la capitale. Il faut citer aussi des réseaux routiers provinciaux, dans l'espace Grand Kasai et le Tanganyika. CREC Resources est aussi présent dans des nouveaux développements initiés en 2026. Le gouvernement congolais a initié des discussions avec ce groupe chinois. Il veut confier à cette firme l'exploration et le développement d'un nouveau méga-projet de mine de cuivre situé dans la province du Kasai Oriental. Il s'agit du projet Mines de Cuivre du Kasai, MICKA, un méga-projet mené par la coentreprise entre China Railway Resources Universal et la Minière de Bakwanga, MIBA. Ce projet qui vise à produire entre 200.000 et 500.000 tonnes de cuivre par an est localisé dans les territoires de Miabi et de Kabeya-Kamwanga. Son volet énergétique est la Centrale hydroélectrique et solaire de 250 MW à 500 MW. Un projet qui présente trois enjeux économiques, ouvrir le Grand Kasai à l'industrie du cuivre, atténuer le déficit électrique local avec des infrastructures dédiées, générer des milliers d'emplois directs et indirects. Nul doute, avec la Chine, le Congo veut plus que jamais consolider ses partenariats en vue de mieux valoriser ses ressources et de créer davantage de valeur. À Tianjin, les participants à la XXVIIIème de la China Mining Conference and Exhibition la Conférence minière internationale de Chine, ont été séduits par l'apport du programme de coopération sino-congolais dans l'amélioration des infrastructures routières et minières modernes ainsi que par sa contribution au développement du Congo. Le président de China Railway

(suite en page 10).

Avec la Chine, le Congo consolide ses partenariats



Plus de 650 entreprises chinoises et étrangères ont pris part à Tianjin, à 130 kms de Pékin, cet événement annuel mondial de l'industrie minière. DR.

(suite de la page 9).

Resources (CREC Resources) Lu Heyou, a, dans son discours d'ouverture sur « Consultation, co-construction et partage : construire ensemble un nouveau modèle de développement vert et durable pour l'industrie minière mondiale », expliqué l'exploration et la pratique innovantes du plan de mise en œuvre global « Mines + Infrastructures + Énergie verte + ESG » que son groupe porte.

L'ENGAGEMENT DE CREC.

« Dans le processus de mise en œuvre de l'initiative « la Ceinture et la Route » de haute qualité, China Railway Resources tire pleinement parti de l'avantage de la chaîne industrielle complète de China Railway, en planifiant de manière intégrée le développement minier, l'amélioration des infrastructures,



le déploiement de l'énergie verte et la responsabilité sociale ESG comme un tout organique, fournissant au pays hôte une solution globale intégrée, réalisant ainsi une situation gagnant-gagnant entre les bénéfices commerciaux, le développement du pays hôte et les moyens de subsistance des communautés », a-t-il

développé. Pour Lu Heyou, l'expérience innovante de ce plan, montre que l'entreprise se concentre sur les minéraux clés tels que le cuivre, le cobalt et le molybdène et continue d'approfondir sa coopération dans les régions clés d'Afrique centrale et de Chine-Mongolie. « La mine de Sicomines, située en Ré-

publique Démocratique du Congo, est une mine de cuivre-cobalt moderne de classe mondiale, de très grande taille, intégrant l'extraction, le traitement, la fusion et la production d'acide par grillage, devenue un projet emblématique de la coopération minière sino-congolaise », a affirmé le président de China Railway Re-

sources. Son groupe a mis en œuvre au Congo, de manière innovante, le modèle de développement lié « Mines + Infrastructures » et de souligner que les projets d'infrastructures couvrent dix-sept provinces du pays, avec plus de 1.100 kms de routes construites, et la réalisation d'un grand nombre d'installa-

tions de services publics telles que l'approvisionnement en eau, des hôpitaux et des stades. Un projet qui fait bénéficier les fruits du développement à la population et reçoit les éloges du gouvernement et du peuple congolais. Lu Heyou a fait savoir l'engagement de CREC Resources à promouvoir l'aménagement intégré « Mine + Énergie propre ». Citant la centrale hydroélectrique de Busanga, située sur la rivière Lualaba, territoire de Lubudi, dans la province du Lualaba, qui représente environ un dixième de la production totale d'électricité du pays et permet de réduire les émissions de carbone de 1,1 million de tonnes par an. Elle résout le problème de l'approvisionnement énergétique dans les zones minières. Parallèlement, le président de China Railway Resources a expliqué l'engage-

ment de son groupe à promouvoir des projets de subsistance tels que l'amélioration de l'éducation, des transports et de l'agriculture, et à s'engager activement dans des œuvres de bienfaisance telles que la lutte contre l'épidémie, les secours en cas de catastrophe et l'aide à la scolarisation. Rien qu'au Congo, plus de 20.000 emplois ont été créés de manière cumulée, avec un taux d'emploi localisé de plus de 85%, stimulant concrètement l'emploi et l'augmentation des revenus de la population locale. Une coopération gagnant-gagnant verte et durable pour l'industrie minière mondiale. China Railway Resources espère approfondir les échanges avec tous ses partenaires pour créer un nouvel avenir de coopération gagnant-gagnant, verte et durable pour l'industrie minière mondiale.

D. DADEI ■

Des firmes congolaises résistent à la demande de Trump de blacklister Huawei

Ministère de l'Économie numérique, ministère de l'Éducation nationale, la Snél SA, etc., au Congo, des entités étatiques continuent de sceller des partenariats avec l'équipementier chinois Huawei-Société Anonyme mis à l'index par Donald Trump avec l'initiative Clean Network qui vise à écarter les technologies, applications et opérateurs chinois des infrastructures américaines et de celles des pays alliés. Washington accuse l'opérateur chinois d'espionnage des utilisateurs.

Mi-septembre, l'administration Trump s'est alliée le Libanais Africell pour contrer la domination du Chinois dans les NTIC sur le continent. Premiers États ciblés, l'Angola et le Congo (Kinshasa) où la firme compte le gros de ses 15 millions d'abonnés. Après un premier prêt de 100 millions de \$US obtenu en 2018 de Development Finance Corporation ex-Overseas Private Investment Corporation, OPIC, pour développer ses infrastructures de communication, Africell reçoit derechef un prêt de 99,6 millions de \$US d'Export-Import Bank of the United States, EXIM, pour financer l'acquisition de technologies auprès de fournisseurs américains et alliés. À la faveur d'une visite dans les locaux d'Africell à Luanda, il y a peu, la secrétaire d'État adjointe honoraire, Wendy Sherman, a soutenu que les pays recourant aux technologies de Huawei SA pouvaient compromettre leur souveraineté et leurs données. L'Angola de João Lourenço a, depuis, opéré un virage à l'Ouest dans le secteur des NTIC. Les technologies de HP, Nokia, Dell et Oracle jouissent d'un régime



Après mille difficultés administratives, le multi-milliardaire Elon Musk a fini par pénétrer le Congo. DR.

préférentiel qui ne dit pas son nom. Pour autant, Huawei détient encore environ 52 % du marché africain des infrastructures 5G et aurait fourni plus de la moitié des équipements 4G et 5G du continent, selon les experts Counterpoint Research.

ANGOLA D'ACCORD, LE CONGO TRAÎNE.

Allié fidèle, l'Angola bénéficie, en retour, d'importants investissements directs américains. Au 2 juillet 2026, soixante firmes américaines opéraient au pays de João Lourenço, notamment dans les télécoms, les énergies renouvelables, les BTP et le transport multimodal. Au Congo, l'appel de Donald Trump visant à écarter les technologies, applications et opérateurs chinois des infrastructures et projets soutenus par les États-Unis lambine pour porter écho. Les experts du ministère de l'Économie numérique ont été, fin 2025, au centre de formation de Huawei SA à Hangzhou, en Chine, pour solliciter la coopération entre le Congo et l'équipementier chinois dans le domaine de la formation en Intelligence Artificielle, IA, dans le cadre du Plan national du numérique 2026-2030 et de la première Stratégie nationale en in-



telligence artificielle. Les échanges ont porté sur la création d'une académie congolaise d'intelligence artificielle, un projet gouvernemental visant à former des spécialistes, soutenir la recherche appliquée et développer des solutions adaptées aux besoins locaux, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de la santé et des mines. L'Angola devrait compter parmi les exportateurs mondiaux du cuivre courant 2027, alors qu'au Congo, l'opinion publique accuse un certain pessimisme sur l'opérationnalisation du deal en troc, «mine-rai stratégiques contre sécurité». Quelques jours avant la mission congolaise au siège de Huawei SA, Donald Trump avait recommandé aux agences et autres

structures américaines de promouvoir à l'étranger les technologies étasuniennes dans l'intelligence artificielle, les centres de données, le stockage, le cloud et les réseaux. Le 23 mai 2025, un protocole accord fut signé entre le Congo et Huawei SA, portant sur le projet pilote de «village intelligent», destiné à améliorer l'accès à l'Internet, connecter les services publics locaux et former les jeunes aux compétences numériques. Huawei SA a aussi signé un protocole d'accord majeur le 10 avril 2025 avec la Société nationale d'électricité, Snél-SA pour la numérisation des services électriques au Congo dont la réduction des pertes techniques sur son réseau, l'amélioration des systèmes de facturation et optimi-

sation de la réponse à la demande des clients. Huawei SA a confirmé sa collaboration avec l'Autorité de Régulation de la Sous-traitance dans le secteur privé, ARSP, pour intégrer des entreprises locales. Et pourtant, la stratégie américaine couvre désormais des domaines plus larges que les réseaux mobiles. Ces différents projets montrent que la concurrence ne porte plus seulement sur les équipements de téléphonie. Le Clean Network s'est élargi aux infrastructures de données, aux services numériques et aux solutions destinées à élargir l'accès à l'Internet, donnant à chaque fournisseur plusieurs points d'entrée dans les économies africaines, celles du Congo en l'occurrence. Depuis 2025, Washington mitraille l'équipementier chinois de lourdes sanctions technologiques, financières et diplomatiques à peine voilées. Quoiqu'en froid avec le premier milliardaire au monde, l'Américano-sud-africain Elon Musk qu'il menace «de rapatrier en Afrique du Sud», le président républicain Donald Trump encourage l'expansion de Starlink, société d'Elon Musk, pour contrer la position dominante chinoise sur le continent.

Starlink s'est employé, non sans succès, à reprendre le terrain abandonné, mi-décembre 2025, par le groupe suédois Ericsson, après plus de 25 ans de présence au Congo. L'équipementier européen s'est implanté au Congo, en 2000, avec un premier contrat d'environ 50 millions de \$US pour le déploiement du réseau GSM 900 de Celtel qui deviendra Zain puis Airtel. Au fil des années, Ericsson a doté diverses solutions de modernisation 2G, 3G et 4G, notamment à Vodacom. Mais l'équipementier suédois sera étouffé par Huawei SA sur le marché congolais le contraignant d'abord à des suppressions des postes avant de jeter l'éponge. Que ce ne fut pas facile pour Elon Musk au Congo. Dans un communiqué daté du 15 mars 2024, l'Autorité de Régulation des Postes et des Télécommunications au Congo, ARPTC, précisait que «Starlink n'a obtenu aucun titre d'exploitation pouvant lui permettre de fournir ses services d'accès à l'Internet ou tout autre service en RDC». Et de poursuivre : «Cela est de même pour les équipements de l'entreprise précitée qui n'ont pas encore fait l'objet d'homologation pour leur utilisation sur le territoire

national». Toute connexion à Starlink, vente ou utilisation des équipements de la société du milliardaire américano-sud-africain est même passible d'une peine d'emprisonnement allant d'un an à cinq ans et d'une lourde amende de plus de 100.000 \$US. Mais le 2 mai 2025, sans doute à la demande de Washington, l'ARPTC annonce avoir attribué une licence réseau et des services de télécoms à Starlink DRC SA pour 70,9 millions de \$US. Airtel Congo a, par la suite, lancé, le 14 août 2026, Starlink Mobile, le service Direct-to-Cell (D2C) issu du partenariat entre Airtel Africa et SpaceX annoncé en décembre 2025. L'opérateur veut ainsi permettre à ses abonnés de rester connectés dans les zones situées hors de portée de son réseau terrestre. Airtel présente le Congo comme le premier marché africain où Starlink Mobile fait l'objet d'un déploiement commercial. L'ARPTC a confirmé l'introduction de cette technologie, qu'elle présente comme une solution destinée à réduire l'isolement numérique et à améliorer l'accès aux télécommunications sur le territoire national. Le Direct-to-Cell permet à des satellites équipés pour les communications mobiles de fonctionner comme des relais cellulaires et de communiquer directement avec des smartphones compatibles. Son principal intérêt est de prolonger certains services mobiles au-delà de la couverture des antennes terrestres, sans nécessiter l'installation d'une antenne satellitaire classique chez l'utilisateur. Starlink pourrait également s'allier avec Vodacom et Africell. Il n'y a que la firme française Orange qui résiste au premier milliardaire au monde. Le Congo a l'obligation d'opérer un choix à temps utile.

POLD LEVI MAWEJA

À Bisie, une OPA inamicale s'opère sur un géant de l'étain

Tenke Fungurume Mining, TFM bis repetita ? Ça l'y ressemble. Américains (et Canadiens) se sont, de nouveau, essoufflés au bout d'un peu plus de cinq ans seulement à Bisie, important gisement et mine industrielle d'étain, de niobium, manganèse, diamant et or, situés dans le territoire de Walikale, au Nord-Kivu, troisième plus grand site au monde d'exploitation de l'étain.

Et pas seulement au Nord-Kivu, où Amphamin Bisie Mining-SA, ABM-SA, s'est installée. Voilà qui rappelle l'épilogue aventure anglo-saxonne dans TFM au bout d'à peine sept ans d'exploitation, les co-actionnaires majeurs, la société

américaine Freeport-McMoran vendait, en 2016, pour 2,65 milliards de \$US au chinois CMOC, et le Canadien Lundin Mining céda ses 30% des parts au Fonds d'investissement chinois, BHR Partners, pour 1,1 milliard de \$US, en prenant au dépourvu l'État congolais avec ses petits 20% d'actions.

RÉDUCTION DU CAPITAL. L'Assemblée générale extraordinaire de la société ABM-SA, tenue le 3 septembre 2026, a levé l'option de réduire son capital social dans les proportions de l'artisanat, de 107,97 millions de \$US à 21,74 millions de \$US correspondant à 20% des parts initiales. La société, redoutant visiblement de perdre tout crédit, a compressé la valeur nominale des actions, de 293 \$US à 59 \$US par action. ABM-SA soutient que cette «réduction du capital n'est pas motivée

par des pertes », mais ne dit rien de la réelle motivation. En une année, le capital d'ABM-SA a croulé comme une simple coopérative minière. Au 31 décembre 2020, alors que la firme ABM-SA était opérationnelle depuis le dernier trimestre 2019, la Cellule technique de coordination et de planification minière,CTCPM, notait que son actionnariat était composé de Alphamin Resources Corporation avec 85% des parts contre 10% à International Data Corporation of South Africa et 5% pour l'État congolais. Si son actif principal et opérationnel est (était) situé à Bisie, Alphamin Resources Corp. est, par contre, une multinationale dont le siège social est basé à Maurice (Grand Baie) et ses actions cotées à la Bourse de Toronto, TSX-V, au Canada et à la Bourse JSE, à Johannesburg en Afrique du Sud.

Tremont Master Holdings, TMH, un véhicule d'investissement lié au fonds américain de capital-investissement Denham Capital, y détenait environ 57 % des parts. Mais suite à la troisième guerre rwandaise d'invasion sous couvert de la rébellion de l'AFC/M23, mi-mars 2025, Alphamin Bisie Mining annonce une suspension de ses activités. Trois mois plus tard, Tremont Master Holdings, TMH, vend 56% de ses parts au groupe émirati International Resources Holding, IRH, pour près de 367 millions de \$US. Tremont ne conserve plus que 0,8 % du capital de la société minière. Trois mois plus tard, début septembre 2025, la société Alphamin Bisie Mining-SA écrit depuis son siège de Goma (sous occupation), dans la commune éponyme, au n°160, avenue Corniche du quartier Les Volcans, au Cadastre minier,

CAMI, sa volonté de renoncer au permis de recherche, PR n°5266, couvrant 42 carrés miniers soit 3.567,9 ha ou 35,7 km2, soit plus de dix-sept fois plus vaste l'État de Monaco. Le 9 octobre 2025, le CAMI donne son avis favorable. Le PR n°5266 a, depuis, été transformé en un permis d'exploitation, PE, n°13155 pour l'étain et l'or. Ce permis est valide jusqu'en 2045. Curieusement, dans son arrêté ministériel n° 0373/CAB.MIN. MINES/012018 du 24 avril 2018, donc sept ans plus tôt, le ministre des Mines Martin Kabwelulu Labilo indique qu'Alphamin Bisie avait hypothéqué ce PE n°13155 au bénéfice de la société Computershare Trust Company of Canada. Selon London Metal Exchange, LME, la tonne de l'étain sur le marché mondial se situe autour de 54.450 \$US, marquant une forte progression par rapport

à 2025 oscillant entre 33.000-34.000 \$US. Le marché profite d'une forte demande liée à la transition énergétique et à l'industrie électronique, combinée à des tensions sur l'offre mondiale. Et la Banque mondiale anticipe une consolidation du prix de l'étain à un niveau élevé en raison de l'augmentation des usages technologiques de l'étain (soudure, composants électroniques, énergies renouvelables). Alphamin Bisie mining-SA se réduit en peau de chagrin alors que le gouvernement congolais espère plus des investissements directs américains dans le cadre du contrat troc «Minerais stratégiques contre Sécurité». Fin avril 2026, la firme Copper Intelligence Inc. qui détient les droits sur le projet cuprifère de Butembo, annonce l'entrée au sein de son conseil d'administration, d'Enrique Prado dit

Ric, un ancien commando d'une unité des forces spéciales américaines engagée dans des combats de la jungle, qui a également travaillé pour la Central Intelligence Agency, CIA. Dans l'opinion, l'on croit que les États-Unis ont décidé de prendre le taureau par les cornes. Surtout qu'à la même période, John K. Hurley, sous-secrétaire au Trésor chargé de la lutte contre le terrorisme et du renseignement financier, a averti que « le département du Trésor n'hésitera pas à prendre des mesures contre les groupes qui empêchent les États-Unis et leurs alliés d'accéder aux minerais essentiels à notre défense nationale ». Washington avait même lancé un ultimatum jusqu'au 15 juillet 2026, aux troupes rwandaises pour quitter le Congo. Mais..., sur le terrain, rien de concret. Les Chinois sont aux aguets.

POLD LEVI MAWEJA ■

À Tshinkolobwe, le Gouverneur découvre un poste de péage illégal

Jusqu'où ira la camorra chinoise dans la région du copperbelt congolais, l'espace Grand Katanga? Ce jour-là, le Gouv' du Haut-Katanga, la province hier citée comme le ventre du Congo, Martin Kazembe Shula, n'a pas su contenir son émotion.

Martin Kazembe Shula est resté de longues secondes bouche bée devant un sujet chinois qui s'est substitué à la fois, à l'Office des Routes et au Fonds national d'entretien routier, FONER, dans un carrefour sur la RN 38, à l'abri des regards mais passage obligé des camions remplis à bord de produits miniers en voie d'exportation. Kambove, à moins de 150 kms de Lubum-

bashi et 250 kms de Kasumbalesa, sur la RN 38, à la bifurcation des routes sablonneuses de Kilelabalanda, Miringi et Tshinkolobwe, le cortège du Gouv' est immobilisé devant un long filet comme on en voit sur une cour de tennis. C'est un poste de péage... qui n'est ni de la province ni du gouvernement central. Le poste a été improvisé, voilà plusieurs mois, par neuf individus de nationalité chinoise, tous en séjour irrégulier au Congo, dont le caïd fait le percepteur du péage. Seuls quatre disposent d'un passeport avec un visa de touriste expiré. Martin Kazembe Shula ne croit pas ses yeux. Des quittances délivrées par l'escroc chinois sont authentiques. Et l'homme s'en défend. « Le péage, c'est parce que nous arrosions la

route et jugulons les panaches de poussières », explique-t-il au gouverneur. Ses compères s'activent, en effet, à puiser l'eau des rivières environnantes pour arroser la voie qui ouvre sur le pays voisin, la Zambie.

LE GOUV' S'EN REMET À KINSHASA. Et la rémunération est à la hauteur de la laborieuse tâche. Les poids lourds et autres grands camions de marchandises paient 150 \$US au péage. Selon des témoignages, mille grands véhicules essentiellement des transporteurs miniers passent au quotidien au péage illégal des Chinois, sans compter le 1\$US pour les véhicules légers & berlines, des jeeps, des 4x4 et Pick-up paient 2 \$US et les grands bus de transport (+50 places) paient envi-

ron 5\$US. La bande de maffieux chinois bénéficient de l'appui de certains éléments de la police lourdement armés comme dissuader toute action réfractaire au péage. Ces policiers ont tous été arrêtés. Mais le Gouv' du Haut-Katanga a préféré s'en remettre à Kinshasa notamment à la Direction générale de migration, DGM, pour gérer le cas. Martin Kazembe Shula déplore la multiplicité des services et taxes dans des postes non reconnus ni par la province ni par le gouvernement central. À propos, le Comité de pilotage de la Commission permanente interministérielle chargée de la rationalisation de la parafiscalité, COPIRAP, n'a pas pu localiser 25 prétendues structures étatiques qui percevaient de l'argent au nom de

l'État. Le 18 septembre 2026, au Centre financier de Kinshasa, la COPIRAP a publié les résultats liminaires de la cartographie de la parafiscalité au Congo. Portée par la Première ministre Judith Suminwa Tuluka, sous la supervision du Vice-premier ministre en charge du Budget, Adolphe Muzito Fumutshi, et du ministre des Finances, Doudou Roussel Fwamba Likunde Li-Botayi, cette initiative vise à faire la lumière sur les prélèvements des organismes publics. Le constat indique que 96 experts ont inspecté 380 structures (soit un taux de couverture de 94 %) et répertorié pas moins de 1 072 actes générateurs de recettes. Sur le plan de recettes, la moisson financière paraît impressionnante, avec des prélève-

ments qui ont atteint 3 523,5 milliards de CDF en 2024 sous l'encadrement de la Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participation, DGRAD. Cependant cette pléthore des services d'assiettes et la multiplicité des taxes, redevances et droits qu'ils impliquent profitent autant au Trésor public? L'accumulation d'actes parafiscaux entraîne souvent un morcellement des flux financiers au profit de structures autonomes, étouffant au passage le climat des affaires sous une lourdeur administrative asphyxiante. La dispersion des ressources entre des centaines d'organismes affaiblit la traçabilité des fonds publics au lieu de maximiser le budget général de l'État. Voilà sans doute pourquoi le gouver-

nement envisage d'élaguer ce maquis fiscal. Les travaux bilatéraux à venir devront déterminer quels actes maintenir, fusionner ou supprimer. Des prélèvements clés, notamment ceux liés aux visas d'offres d'emploi ou aux cartes de travail pour étrangers gérés par l'ONEM, pourraient ainsi être rapatriés directement dans le budget de l'État pour rationaliser la collecte et alléger la pression sur le secteur privé. Et pour autant, la DGRAD peine toujours à dépasser ses assignations. Reste des questions face à une telle situation. Par exemple, l'État n'est-il donc pas présent partout dans le pays au point où des étrangers en situation illégale prennent autant plaisir ?

POLD LEVI MAWEJA ■

Le Ministère de l'Économie mobilisé sur la spéculation de prix du maïs à Mbuji-Mayi



La délégation du Ministère de l'Économie nationale dépêchée à Mbuji-Mayi reçue jeudi 17 septembre 2026 par le Gouverneur de la province du Kasai Oriental Jean-Paul Mbwebwa Kapo en la résidence officielle du Gouverneur. DR.

Sur instruction de Son Excellence Monsieur Daniel Mukoko Samba, Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie nationale, une mission d'urgence a été dépêchée à Mbuji-Mayi afin d'examiner les causes de la

hausse du prix du maïs observée sur les différents marchés de la ville et de proposer des mesures de stabilisation. Il faut signaler que la délégation du Ministère de l'Économie nationale dépêchée à Mbuji-Mayi était composée notamment de deux Conseillers du Vice-premier ministre, Ministre de l'Économie nationale dont Julien Thienza et de deux experts du Fonds de régulation économique FOREC, Igor Kinyoki et Francesca Mwawatadi. La délégation a été reçue, jeudi 17 septembre 2026 à sa résidence officielle, par le Gouverneur de la province du Kasai Oriental, Monsieur Jean-Paul Mbwebwa Kapo.

Au cours de cette rencontre, l'Autorité provinciale a présenté l'état des lieux de la situation ainsi que les initiatives engagées par le Gouvernement provincial pour faire face aux pratiques spéculatives constatées sur le marché. À l'issue des échanges, M. Emmanuel M'Firi Kontin, Conseiller en charge du Contrôle économique et de la Surveillance des marchés - Chef de mission, a indiqué à la presse que la hausse actuelle du prix du maïs s'explique notamment par certaines difficultés

(suite en page 14).



Le Ministère de l'Économie aux côtés du Kasai Oriental dans les réponses aux préoccupations économiques



La délégation du Ministère de l'Économie dépêchée à Mbuji-Mayi était notamment composée de deux Conseillers du VPM en charge de l'Économie dont Julien Thienza et de deux experts du FOREC, Igor Kinyoki et Francesca Mwawatadi. DR.
(suite de la page 13).

d'acheminement des cargaisons, mais surtout par des pratiques spéculatives au sein de la chaîne de commercialisation. Les stocks disponibles auprès du Service national demeurent suffisants et le prix de vente pratiqué par celui-ci n'a pas connu de variation au cours des dernières années. Ces éléments ne justifient donc pas le niveau actuel du prix du maïs sur les marchés de Mbuji-Mayi et appellent une intervention rapide et coordonnée des pouvoirs publics. Le Gouvernement central, par l'entremise du Ministère de l'Économie nationale et de son Fonds de régulation économique, entend accompagner les efforts du Gouvernement

provincial dans la mise en place de mécanismes appropriés pour contenir la spéculation, stabiliser le marché et faciliter l'accès de la population au maïs. La délégation a également effectué une descente sur le terrain afin d'évaluer la situation dans les marchés et auprès des différents acteurs de la chaîne d'approvisionnement. Cette démarche vise à identifier les causes précises de la hausse et à définir rapidement les mesures concrètes nécessaires à la stabilisation du marché. La mission a, par ailleurs, examiné le projet d'électrification de plusieurs unités industrielles de la ville de Mbuji-Mayi, dont la base agricole de Nkuadi. La réalisation de la ligne de transport d'électricité Lubilanji-Nkuadi constitue une étape déterminante pour la mise en exploitation

de cette base et la relance des activités productives concernées. Le Gouvernement, à travers le FOREC accompagne la réhabilitation de cette infrastructure énergétique. Le Ministre de l'Économie nationale réaffirme son engagement à accompagner les autorités provinciales dans la recherche de réponses rapides et concrètes aux préoccupations économiques de la population du Kasai Oriental. La priorité demeure la stabilisation du marché du maïs, la lutte contre les pratiques spéculatives et l'amélioration de l'accès de la population à cette denrée de première nécessité.

*Fait à Kinshasa le 18/09/2026
Cellule de communication.*



MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE NATIONALE

Trump

Il admire la puissance

Par le Professeur Tryphon Kin-kiey Mulumba.

Il est pour l'Amérique, son Amérique seule. «America First», l'Amérique d'abord. Il est pour la Puissance. «Make America Great Again», rendons sa grandeur à l'Amérique. «Keep America Great », maintenons la grandeur de l'Amérique. Donald Trump est de retour à la Maison Blanche pour au moins - qui sait ? - les quatre années à venir. Le nouveau président américain admire Vladimir Poutine, le président russe qui a mis l'Ukraine, pays de l'Europe, à genoux ; il est séduit par Benyamin Netanyahu, l'Israélien qui a réduit Gaza en champs de ruines. Le président de l'Ukraine Volodymyr Zelensky qui redoutait son retour au pouvoir s'est courbé à l'annonce du triomphe. Trump a battu Kamala Harris ? C'est parce qu'il « était bien plus fort », a assuré Zelensky. «J'adore le message du président Trump quand il parle», poursuit-il dans une interview au podcaster américain Lex Fridman. Netanyahu a repoussé l'accord avec Hamas en attendant la veille de l'investiture de Trump sûr que le nouveau président américain ne lui imposerait rien qui irait à l'encontre d'Israël. Lui qui a toujours considéré Trump comme l'allié clé de la sécurité et des intérêts de son pays, a qualifié ce retour à la Maison Blanche comme «le plus grand retour de l'Histoire»!

Donald Trump est pour la puissance, la puissance seule. Avant sa prise de



Donald Trump et Keir Starmer. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, dimanche 26 janvier, leurs diplomates étaient en pointe. DR.



fonctions, il a annoncé, sans exclure le recours à la force, son intention d'annexer le Groenland, territoire autonome du Danemark, le canal de Panama voire le Canada, ravivant les tensions avec les gouvernements danois, panaméen, canadien. Peu avant Noël, il a assuré que « les États-Unis d'Amérique estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue ». Le 8 janvier, il a dépêché son fils aîné Do Jr et plusieurs représentants voulant afficher ses intentions sur

le Groenland aux yeux du monde. Un projet soutenu par son 1er conseiller, le 1er milliardaire du monde Elon Musk. Le Groenland est exceptionnellement riche en «minéraux critiques», ressources en minerais, métaux rares et hydrocarbures. Une zone hautement stratégique ! D'après le département américain de l'Énergie, ces minéraux sont essentiels pour les « technologies qui produisent, transmettent, stockent et conservent l'énergie » et qui présentent « un risque élevé

de rupture de la chaîne d'approvisionnement ». Un rapport publié en 2024 par The Economist présente les sols arctiques comme contenant des gisements (connus) de 43 des 50 minéraux critiques listés. Pour Trump, le Groenland et le canal de Panama sont «très importants pour la sécurité économique» de son pays, a assuré le président dans une conférence de presse tenue à sa résidence de Mar-a-Lago, en Floride.

Prisé par Trump, le canal de Panama construit par les États-Unis et ouvert en 1914 est sous le contrôle du Panama depuis 1999, après un accord signé en 1977 par Jimmy Carter. «Chaque mètre carré du canal de Panama et de ses zones adjacentes appartient au Panama et continuera à lui appartenir », déclare le président du Panama José Raul Mulino.

Trump a donc les yeux braqués sur le Canada. La perspective que ce pays devienne le 51ème État des États-Unis est une «excellente idée», assène-t-il alors que le Canada vit une crise politique après l'annonce de la démission de Justin Trudeau, le Premier ministre.

Avec le Canada, Trump veut principalement faire disparaître les droits de douane. «Les impôts baisseraient considérablement et le Canada serait totalement sûr face à la menace des navires russes et chinois» déclare l'homme qui a souvent appelé «gouverneur Trudeau» pour désigner le titre du chef de

l'exécutif d'un État américain. Trudeau a fini par réagir. Il exclut toute possibilité de fusion entre les deux pays. «Jamais, au grand jamais, le Canada ne fera partie des États-Unis». «Il ne va pas envahir le Canada, il ne va pas déclarer la guerre au Groenland même s'il le menace. (...) Il agite les armes de la négociation avec l'expérience qu'il a. Il a été à la Maison Blanche, il sait comment ça marche», analyse un expert.

Il n'empêche ! Comment un homme qui exprime aussi publiquement ses visées expansionnistes de territoire pourrait calmer Poutine et d'autres? Que dit-il des crises en Afrique, continent qu'il n'avait jamais visité lors de son premier mandat et qu'il n'envisage pas de visiter au cours de celui qui s'est ouvert le 20 janvier 2025?

Il est vrai que le président américain républicain milliardaire reste un homme d'affaires et l'Afrique l'intéresserait non pas pour les droits de l'homme ou la gouvernance mais pour son sous-sol, ses minerais rarissimes qui sécuriseraient les intérêts stratégiques de son pays, les États-Unis.

Dans ce jeu, le Congo a sa part pleine et entière. Soyons-en convaincus: la solution dans cette guerre face au Rwanda viendra des Anglo-Saxons. À la réunion d'urgence du Conseil de Sécurité à New York, Washington et Londres étaient en pointe. Soyons focus.

L'eau et le savon suffisent pour nettoyer votre maison

Depuis la pandémie de Covid-19, les produits de nettoyage désinfectants se sont largement imposés dans les foyers.

Face à ce constat, en Belgique par exemple, le SPF Santé publique et le Centre Antipoisons lancent la campagne « Nettoyez en toute sécurité » afin de sensibiliser tant les consommateurs que les aides-ménagères à une utilisation sûre et raisonnée des produits d'entretien ainsi qu'à l'impor-

tance de suivre correctement les instructions figurant sur les étiquettes.

L'EAU ET LE SAVON SUFFISENT.

Une enquête menée en 2022 par le SPF Santé publique auprès des utilisateurs montre que de nombreuses personnes ne respectent pas les instructions figurant sur l'étiquette. Or, un usage trop fréquent ou incorrect des produits désinfectants est non seulement mauvais pour la santé mais a aussi un impact négatif sur l'environnement. En Belgique, jusqu'à la moitié des utilisateurs ne

tiennent ainsi pas suffisamment compte du temps de contact ou de la date de péremption, ce qui réduit, voire annule, son efficacité. Ces usages impropres favorisent également une augmentation du nombre des accidents domestiques, comme les intoxications ou les brûlures. En 2025, le Centre Antipoisons a reçu 784 appels concernant des accidents impliquant des produits de nettoyage désinfectants. Le message de la campagne est dès lors simple : l'eau et le savon - ou un nettoyant multiusage doux - suffisent pour le nettoyage cou-

rant. Ils permettent d'éliminer la saleté, les bactéries et les virus. La désinfection n'est nécessaire que dans des situations spécifiques, comme en cas de maladie contagieuse, après un contact avec des fluides corporels ou en présence de moisissures. Et même dans ces cas, il n'est pas nécessaire de désinfecter l'ensemble du logement. Il est préférable de se concentrer sur les surfaces les plus susceptibles d'être contaminées, comme les poignées de porte, les interrupteurs, les chasses d'eau et toutes les autres surfaces direc-

tement contaminées. Il est également important de nettoyer avant de désinfecter, car la saleté peut empêcher le produit désinfectant d'agir correctement. Il faut noter que les produits d'entretien et désinfectants les plus courants en Europe pour la maison combinent des solutions traditionnelles écologiques et des désinfectants chimiques classiques. Si l'eau et le savon suffisent pour le nettoyage courant, il faut noter que la désinfection s'appuie sur des références bien établies :

- 1. Les désinfectants naturels et multi-usages.

Le vinaigre blanc : Incontournable et économique, il désodorise, détartre et possède des propriétés antibactériennes reconnues pour l'entretien régulier des surfaces (cuisine, frigo, sanitaires).
 ► L'alcool ménager : Souvent dosé à environ 70 %, il s'évapore rapidement et sert à dégraisser et désinfecter efficacement certaines surfaces nettes.
 ► Le savon noir et le savon de Marseille : Utilisés dilués pour le nettoyage des sols et des surfaces lavables, ils nettoient en profondeur et éliminent les saletés sans agresser les matériaux.
 ► 2. Les désinfectants

chimiques traditionnels. L'eau de Javel est cité comme le grand classique de la désinfection en Europe. Elle est redoutable contre les microbes et les virus. Elle s'utilise toujours diluée à l'eau froide, car l'eau chaude annule son effet et libère des vapeurs irritantes.
 ► Les désinfectants et lingettes du commerce : Formulés à base d'ammoniums quaternaires ou d'autres agents biocides, ils affichent des normes européennes spécifiques garantissant l'élimination des bactéries et des virus sur les plans de travail et les sanitaires.

Ces bons nettoyeurs désinfectants

Chassez bactéries, virus et champignons en utilisant les bons nettoyeurs désinfectants. Surfaces, précautions d'emploi, avantages et inconvénients...

Connaître les bons produits et le bon dosage, c'est le seul moyen d'assurer un intérieur propre, sans abîmer vos surfaces et votre santé. Qui mieux que des professionnels du nettoyage pour vous informer ?

► Le vinaigre blanc : le plus écolo des nettoyeurs désinfectants. On l'appelle parfois vinaigre d'alcool ou vinaigre cristal. Il fait partie de ces nettoyeurs désinfectants incon-

tournables pour le ménage à domicile. Très économique, il est aussi écologique, car biodégradable. Rien que pour ça, on lui pardonne son odeur ! Si les vapeurs de vinaigre vous incommode, sachez qu'il existe des versions parfumées. C'est toutes pièces confondues, même sensibles (salle de bains, cuisine, WC). Il est particulièrement efficace pour le dégraissage. L'efficacité bactéricide et antimicrobienne du vinaigre d'alcool est avérée. Il n'est en revanche pas virucide. il ne peut pas tuer des virus comme le covid 19. En cas de personne malade dans votre foyer, tournez-vous vers d'autres nettoyeurs désinfectants pour limiter la conta-

gion.
 ► L'eau de Javel : un intemporel de la désinfection mais... Toute femme de ménage en possède généralement une bouteille. On l'utilise dans l'environnement domestique et professionnel, notamment dans le médical et la restauration. On la trouve dans le commerce sous de nombreuses formes : eau, gel, pastilles, lingettes, etc. L'eau de Javel est active sur les bactéries, les spores, les virus, les champignons et les algues. Cerise sur le gâteau : elle est adaptée à une très grande variété de supports qu'elle assainira sans dommages : murs, sols, carrelage, plastique, faïence, etc. Mais l'eau de Javel est nocive pour l'environnement et la santé.

En plus d'être corrosive, elle présente un danger pour les enfants. En France, par exemple, un tiers des intoxications par produits ménagers sont causées par l'eau de Javel. Pour ne rien arranger, elle tue toutes les bactéries, même les bonnes. Conséquence : son utilisation excessive risque de conduire à l'apparition de germes pathogènes résistants. Elle réclame par ailleurs de sérieuses précautions d'emploi. Elle ne doit jamais être mélangée avec d'autres produits ménagers. Elle est proscrite sur le bois et les textiles colorés du fait de son action oxydante.
 ► L'alcool ménager : le meilleur des nettoyeurs désinfectants. Il est le chou-chou de la femme de ménage. Ce dérivé

d'alcool à brûler (à ne pas confondre avec ce dernier) est composé de ¾ d'alcool, d'éthanol, de méthanol et de désinfectant. Il se distingue de l'alcool à 70 °C, qui se contente de désinfecter. L'alcool ménager, lui, nettoie et désinfecte. Surdoué du ménage à domicile, il est dépourvu des défauts courants d'une majorité de nettoyeurs désinfectants avec un rapport qualité-prix imbattable. Il est un excellent désinfectant, notamment sur les virus dont il casse les protéines. On l'utilise aussi comme détachant. À la différence d'autres nettoyeurs désinfectants, il se comporte bien sur une large gamme de surfaces, même la plupart des tissus. C'est un produit très

inflammable, qui doit donc être manipulé loin d'une source de chaleur. Ses vapeurs peuvent rapidement vous monter à la tête. Par conséquent, veillez à bien aérer. En raison de sa grande volatilité, son flacon devra être soigneusement refermé après chaque utilisation. Vous pouvez utiliser l'alcool ménager sans crainte. Il convient parfaitement au ménage à domicile et à la désinfection des jouets des enfants. Assurez-vous simplement de choisir un alcool à 64 °C minimum pour qu'il soit pleinement efficace.
 ► Que penser des nettoyeurs désinfectants prêts à l'emploi ? Les supermarchés proposent des nettoyeurs désinfectants prêts à l'emploi. Vous pouvez bien

entendu vous tourner vers eux. Gardez un œil sur les surfaces compatibles et les recommandations d'utilisation pour éviter de vous mettre en danger ou d'endommager votre mobilier. Vous faites face à une épidémie virale ? Vérifiez que les nettoyeurs désinfectants choisis pour le nettoyage de la maison soient validés par la norme EN 14 476. Seule cette donnée atteste de leurs propriétés virucides. Méfiez-vous des produits mixtes qui se disent à la fois nettoyant et désinfectant. Ils ne sont pas aussi concentrés qu'un désinfectant pur et sont donc moins efficaces contre les agents pathogènes. Un doute ? Faites-vous aider par une femme de ménage !

L'humidificateur d'air augmente le taux d'humidité dans une pièce

Un humidificateur d'air est un appareil électrique conçu pour augmenter le taux d'humidité (hygrométrie) dans une pièce.

Il est particulièrement utile en saison sèche, lorsque le chauffage assèche l'air intérieur, ou pour soulager des problèmes respiratoires.

Les principaux types d'humidificateurs ? Le choix dépend de vos besoins (silence, sécurité, budget) :

- À vapeur froide (par évaporation) : Un ventilateur pousse l'air à travers un filtre humide. Avantages ? Économique, consomme peu, aucun risque de brûlure. Inconvénient ? Légèrement bruyant (ventilateur), nécessite de changer le

filtre.
 ► À ultrasons (vapeur froide/tiède) : Une plaque vibrante transforme l'eau en une fine brume. Avantages ? Très silencieux, idéal pour une chambre de bébé. Inconvénient ? Peut rejeter les minéraux de l'eau sous forme de poussière blanche (nécessite de l'eau déminéralisée ou un filtre anticalcaire).
 ► À vapeur chaude (par

ébullition) : L'eau est chauffée jusqu'à évaporation. Avantages ? Détruit les bactéries, réchauffe légèrement la pièce, pas de filtre à changer. Inconvénient ? Consomme plus d'énergie, risque de brûlure (attention aux enfants).
 ► Comment bien le choisir ? Pour trouver le modèle idéal, comparez les critères ci-après :

- la capacité du réservoir : détermine l'autonomie (souvent entre 2 et 6 litres pour tenir toute la nuit).
- La taille de la pièce : vérifiez la surface maximale (en m²) recommandée par le fabricant.
- L'hygromètre intégré : permet à l'appareil de s'éteindre automatiquement dès que le taux cible (idéalement entre 40 % et 60 %) est

atteint.
 ► Conseils d'utilisation importants. Nettoyage régulier : changez l'eau tous les jours et désinfectez l'appareil une fois par semaine pour éviter la prolifération de moisissures et de bactéries.
 ► Type d'eau : utilisez de l'eau distillée ou déminéralisée (surtout pour les modèles à ultrasons) pour éviter les dépôts de calcaire.

Le Procureur Général réclame des preuves dans les affaires liées à la fraude électorale



THE INTERNATIONAL DRC LEADING NEWSPAPER

international

SINCE 1989

N°1605 | LUNDI 15 AVRIL 2024 | 20 PAGES €7 \$8

Tout réside dans le casting



La Première ministre Judith Siminwa Tuluka s'est déjà mise au travail en engageant des consultations en vue de la formation de son gouvernement. DR.



LE SOFT INTERNATIONAL A ÉTÉ RÉPERTORIÉ À NEW YORK PAR LE QUOTIDIEN THE NEW YORK TIMES COMME UNIQUE NEWSPAPER EN ZONE AFRIQUE CENTRALE.



CECI S'APPELLE CERTAINEMENT UNE SALLE NOIRE DE MONDE QU'AUJOURD'HUI AUCUN AUPARAVANT N'AVAIT JAMAIS REMPLIE MAIS OÙ, EN PLEINE PÉRIODE D'INCERTITUDE, LE PARTI POUR L'ACTION-LE PARTI DU CRABE REFUSE DU MONDE. DR.



SUR LES BORDS DE NOTRE LUÏE, SUR NOS TERRES BÉNIES DU BANDUNDU, DANS LE MASIMANIMBA, DES VILLAGES ENTIERS SE VIDENT ET ENTRENT EN TRANSE À L'APPARITION DE YA KHALA (LE GRAND CRABE). UNE HISTOIRE VIENT DE COMMENCER. DR.



Une pratique très répandue mais risquée

C'est une pratique de sexe oral très répandue et source de plaisirs intenses pour les femmes. Mais, sur le plan santé, cette pratique sexuelle appelée le cunnilingus qui consiste à stimuler la vulve et le clitoris à l'aide de la langue, des lèvres ou du nez - peut être propice au partage de virus. Papillomavirus, chlamydia, gonocoque, VIH, le point sur les vrais et faux risques du cunnilingus.

Pratique sexuelle orale incontournable du plaisir féminin, le cunnilingus n'en reste pas moins pourvoyeur d'infections dans certains cas. Pour rappel, le mot «cunnilingus» ou plutôt «cunnilinctus» de son nom officiel vient du latin «cunus» qui veut dire «con» en français (le «con» désignant la vulve) et de «linctus» qui veut dire «lécher». On l'appelle aussi «baiser vulvaire» ou «baiser clitoridien». Face à l'augmentation du nombre de partenaires au cours de la vie sexuelle, les risques liés au cunnilingus sont plus fréquents (que ce soit pour la personne qui reçoit le cunnilingus ou qui le fait), surtout quand il n'y a pas de protection (digue dentaire) comme c'est très souvent le cas.

Le chlamydia se transmet-il par le cunnilingus ? «Sans digue dentaire, le cunnilingus peut transmettre des infections sexuelles comme le gonocoque et la chlamydia, par les liquides, les leucorrhées (pertes blanches)», nous confirme le Dr Andreea Matefi, gynécologue et thérapeute de couple. La gonococcie est le nom de la maladie sexuellement transmissible due au microbe gonocoque *Neisseria gonorrhoeae*. Chez la femme, l'in-



Le cunnilingus qui consiste à stimuler la vulve et le clitoris à l'aide de la langue, des lèvres ou du nez, est propice au partage de virus. DR.

fection peut se transmettre par des démanagements génitaux, des pertes inhabituelles, des douleurs lors des rapports sexuels et des brûlures en urinant. Chez l'homme, elle se manifeste par une urétrite. Cette pathologie se soigne par la prise d'antibiotiques. Les chlamydioses sont, elles, dues à des bactéries appelées *Chlamydia trachomatis*. Elles touchent autant les hommes (qui développent aussi une urétrite) que les femmes. Le problème c'est que très souvent, la chlamydiose n'entraîne pas de symptôme. On peut ainsi la transmettre sans le savoir. Or, non soignée, elle peut entraîner une salpingite chez la femme qui peut être

à l'origine d'une stérilité ou d'une grossesse extra-utérine. D'où l'importance de se faire dépister régulièrement, surtout si on change souvent de partenaires sexuels.

Cunnilingus et bouton de fièvre : l'herpès peut-il se transmettre ? Oui. Le cunnilingus expose au risque d'herpès génital si celui qui le prodigue a de l'herpès (un bouton de fièvre par exemple). « C'est une transmission de liquide à liquide, le virus rentre dans les cellules de la femme par ses sécrétions et peut après entraîner des poussées d'herpès », explique le Dr Matefi. La transmission peut se faire 15 jours avant

l'apparition du bouton de fièvre «car le virus de l'herpès est déjà dans la salive». Heureusement cependant, le risque n'est pas systématique. « Le système immunitaire de la femme va se battre donc. Elle ne va pas forcément développer un herpès génital à chaque fois qu'un homme qui a un herpès buccal va lui faire un cunnilingus. Par contre, si elle n'a pas d'anticorps, que son système immunitaire est un peu défaillant, qu'elle est fatiguée ou qu'elle a ses règles, là, potentiellement, il y a plus de risque de transmission. Mais dans tous les cas, elle ne peut pas le savoir à l'avance », poursuit le Dr Matefi.

Le papillomavirus

se transmet-il par le cunnilingus ?

Largement répandue chez les femmes de tout âge, l'infection à papillomavirus humain (HPV) est l'infection sexuellement transmissible (IST) la plus fréquente. Ce virus peut se transmettre par la peau et les muqueuses orales et génitales donc lors d'un cunnilingus (mais aussi lors d'une fellation et d'une pénétration vaginale ou anale).

Selon la gynécologue, «tout le monde en a eu au moins un, une fois dans sa vie, qu'il s'en rende compte ou pas». Il existe entre 200 et 250 sortes d'HPV. Le risque survient quand on est contaminé par un HPV dit «à risque» car associé à la survenue de cancers du col de l'utérus et de cancers ORL (gorge...). L'état du système immunitaire est important au moment de la transmission.

« Certains systèmes immunitaires vont éliminer le virus. D'autres ne vont pas l'empêcher de se développer (10% des cas). C'est assez long, le virus ne flambe pas comme ça. Si on a un partenaire à un temps o, il est possible que le HPV ne se déclenche que deux à trois ans plus tard », poursuit-elle. D'où l'importance, pour les femmes, d'être suivies régulièrement par un gynécologue. D'autant que les hommes ne sont jamais dépistés.

«Ils ne viennent pas en consultation, on ne leur dit pas non plus d'aller voir un dermatologue pour savoir s'il y a des zones infectées au niveau de leur gland. C'est un tabou en France. Parler de sexualité à un homme c'est compliqué. La femme porte donc la charge parce qu'une fois qu'elle est dépistée, si elle a un partenaire régulier ou auquel elle tient, elle va l'orienter vers un dermatologue qui va le dépister ».

Faut-il éviter le cunnilingus après un test positif au papillomavirus ?

« S'il n'y a pas de condylomes (verrues

génitales) à l'extérieur au niveau de la vulve, il y a moins de risque de transmission du virus s'il y a seulement un cunnilingus (et pas de pénétration, de fellation...) », répond la gynécologue. Il ne faut pas hésiter à en discuter avec le médecin traitant ou la gynécologue.

Peut-on attraper une hépatite B ou C avec le cunnilingus ?

Oui. Comment ? S'il y a des lésions dans la bouche de celui qui donne le cunnilingus (comme en cas de gingivite) ou au niveau du sexe de la femme. Pour que le virus des hépatites en question se transmette, il faut qu'il y ait un contact de sang à sang. Pour l'hépatite B, le risque reste « très faible sauf si le cunnilingus est pratiqué pendant les règles » précise le site Hepatites-info-service.

Le VIH peut-il se transmettre lors d'un cunnilingus ?

Le virus du VIH, responsable du Sida, peut se transmettre lors d'un cunnilingus non protégé s'il y a des lésions permettant au virus de pénétrer dans le sang de la personne non infectée. Par exemple « s'il y a des grosses gingivites (saignements au niveau des gencives), des saignements après le rasage, des menstruations », détaille le Dr Matefi. Il faut qu'il y ait un contact entre le sang des deux protagonistes. La salive ne transmet pas le VIH donc s'il n'y a pas de lésion, il n'y a pas de risque de transmission, « c'est avéré ».

Syphilis et cunnilingus : les chancres contagieux ?

La syphilis est une maladie infectieuse due à une bactérie appelée *Treponema pallidum* ou « tréponème pâle ». Elle se transmet lors de rapports non protégés : vaginaux, anaux et bucco-génitaux (fellation et cunnilingus). Comment ? Par contact avec les chancres pré-

sents sur la vulve, même s'il n'y a pas de lésions. Les chancres ressemblent à des lésions rondes uniques, de couleur rosée, dures, mais non douloureuses au niveau des organes génitaux externes, sur le gland chez l'homme ou la vulve, le vagin ou le col chez la femme. S'il y a des chancres, il ne faut pas faire de cunnilingus, au risque sinon d'être contaminé.

Le cunnilingus est-il plus risqué pendant les règles ?

Oui. « Il y a des risques supplémentaires de pratiquer un cunnilingus pendant les menstruations, répond la gynécologue, par rapport à la transmission du virus du Sida (ou de celui de l'hépatite B ou C). Par contre, si c'est un partenaire stable, connu, avec des sérologies négatives, là, il n'y a pas de risque ».

Combien de temps après un rapport à risque, se fait-on dépister ?

Vous avez échangé un cunnilingus avec un(e) partenaire de passage ? Ou avec plusieurs partenaires ? Sans digue dentaire... Dans le doute d'une éventuelle contamination (avec les risques évoqués ci-dessus), il faut se faire dépister. Pour prévenir d'éventuelles complications chez vous et de nouvelles transmissions à vos futur(e)s partenaires.

► Pour les sérologies des IST (chlamydia, gonocoque, hépatite B, C, VIH, syphilis...) : il faut attendre au moins 6 semaines après le rapport. Sauf en cas de signes cliniques (comme la survenue de chancres...). Dans ce cas, consulter dès leur survenue.

► En cas de sexualité variée, de partenaires multiples : faire un dépistage une à deux fois par an. « Pour le HPV, il faut se faire dépister tous les ans s'il y a un changement de partenaire et pas forcément de protection », recommande le Dr Andreea Matefi.

Donald Trump face aux Nations unies



New York, 22 septembre 2026. Donald Trump lors de son discours. AFP. TIMOTHY A. CLARY.

Iran, Ukraine, Cuba, Groenland, Intelligence artificielle, etc., les sujets abordés par Donald Trump dans son discours le 22 septembre 2026 devant l'Assemblée générale des Nations Unies à New York. Il a promis un accord avec Téhéran et l'installation de deux grandes bases militaires dans l'Arctique, assuré que Cuba « va tomber ». « Super intelligence » au lieu d'« intelligence artificielle », a-t-il déclaré. Extraits.

«C'est un honneur que de vous accueillir aux États-Unis, alors que nous célébrons 250 ans d'indépendance et de liberté glorieuse. 250 ans plus tard, la cause de la liberté a trouvé une patrie, et je suis heureux de vous dire avec fierté que l'Amérique est de retour. Notre pays est aujourd'hui plus fort que jamais auparavant. Notre économie fait l'envie du monde entier. Notre armée est la plus puissante du monde. Notre technologie n'a pas de pareil. Notre énergie coule à flots dans la planète. Notre pays se développe. Notre puissance se propage. Notre pays se porte mieux que jamais. Et notre avenir est absolument radieux».

«Depuis que je suis revenu aux affaires, nous avons créé plus d'un million d'emplois du secteur privé et il y a plus d'Américains qui travaillent aujourd'hui, et de loin, que jamais. La semaine dernière, on a annoncé que le taux de pauvreté a atteint son niveau le plus bas de l'histoire de l'Amérique. 1,5 million d'Américains sont sortis de la pauvreté grâce à nous. Rien que l'année dernière, c'est un nouveau record. Les taux de pauvreté chez les Afro-Américains et les Hispaniques américains sont au plus bas. Les revenus

des foyers sont au plus haut niveau. C'est un record dans l'histoire: 80.000 \$US en moyenne et nous avons battu le record de mon premier mandat. Dès le premier jour, mon administration a commencé à travailler pour abattre tous les obstacles administratifs superflus pour la vie économique en Amérique. Nous avons adopté les baisses d'impôts les plus importantes de l'histoire, et il y a davantage de pays qui investissent dans notre pays que jamais auparavant, quel que soit le pays du monde».

«La Bourse a battu 80 records rien qu'au cours des douze derniers mois. Nous avons sécurisé des engagements pour 31.000 milliards de \$US, de nouveaux investissements de toute la planète par rapport à moins de 1000 milliards d'investissements pendant quatre ans du gouvernement précédent. Il y a deux ans, notre pays était mort, mais maintenant nous avons le pays le plus sexy du monde entier. Avant notre arrivée au pouvoir, nous avions les frontières les plus dangereuses, aujourd'hui, ce sont les plus sûres du monde. Plus personne ne rentre sauf s'ils sont invités ou autorisés. Au cours des seize derniers mois, zéro immigrants illégaux sont rentrés aux États-Unis. Zéro. L'année dernière, nous avons connu la baisse la plus importante des crimes violents. C'est un record. C'est un record en 125 ans, depuis l'année 1900. J'ai déployé du personnel à Memphis, au Tennessee, en Louisiane, et cela peut encore baisser. En janvier, le 20 janvier de l'année dernière, lorsque je suis arrivé à Washington, dans la ville de Washington, c'était une ville ravagée par la criminalité. Mais la criminalité a baissé de 87 %. Mais notre objectif, c'est 100. Je pense que vous êtes nombreux à vous y être rendu. Le tourisme est florissant et tout le monde est fier de notre capitale. C'est du jamais

vu. Nous avons investi plus d'argent dans l'armée au cours des douze derniers mois que dans toute l'histoire: 1.500 milliards de \$US. Nous sommes sortis d'un chapitre obscur de l'histoire américaine et nous connaissons maintenant un âge d'or».

«Le monde entier est ébloui par l'état d'esprit, par le dynamisme, par la force d'un pays revitalisé. Et nous avons agi très rapidement pour régler des problèmes que nous avons hérités mais nous avons également agi pour régler des problèmes sur la scène internationale qui nous touchaient depuis bien trop longtemps. Tous les dirigeants ici représentés, et je vous connais tous très bien, les dirigeants savent que nous avions très peu de temps pour que le monde devienne plus sûr, plus prospère pour nos enfants. Et en tant que président du pays le plus extraordinaire de l'histoire humaine, je ne veux pas que les dangers et que les risques prolifèrent un jour de plus. Je veux régler les problèmes le plus rapidement possible, parce que sinon, ces problèmes deviennent plus difficiles à régler. Et pendant que certains parlaient, j'ai agi. Pendant que certains parlaient de paix, j'ai fait la paix. Lorsque d'autres ignoraient les menaces, j'y ai fait face. Alors que d'autres parlaient de courage, l'Amérique en a fait preuve. Alors que d'autres promettaient la force, j'ai fait de l'Amérique le pays le plus puissant du monde».

«J'ai travaillé avec un grand nombre de pays qui se trouvent dans cette salle. Nous avons réglé des défis intraitables depuis des décennies et nous réglons les problèmes en suspens. Et nous le faisons bien. Et il y a avant tout le soutien numéro un du terrorisme: la République islamique d'Iran. Pendant 51 ans, le régime iranien fanatique a dirigé dans un bain de sang. Il a semé le

carnage, la mort au Moyen-Orient et au-delà. Il terrorisait le Moyen-Orient, mais ce n'est plus le cas. Depuis le premier jour, j'ai dit que je ne permettrai jamais à l'Iran d'avoir l'arme nucléaire. J'ai ouvert immédiatement des négociations avec l'Iran et je leur ai fait des propositions économiques en échange de la cessation du programme nucléaire. Mais l'Iran a refusé en bloc. Ça a été une grosse erreur. Et ensuite, il y a eu l'opération Marteau de minuit. L'Armée américaine a éliminé le programme nucléaire sous des montagnes de débris. J'ai refait des propositions. Le régime a de nouveau refusé. Il a continué de renforcer ses arsenaux de missiles et de drones qui menaçaient la sécurité de tous les membres des forces américaines dans la région et de tous les autres dans la région. Ils pensaient être capables de frapper l'Europe. Ils en étaient très fiers. J'espère que l'Europe en est consciente. L'objectif de l'Iran était d'obtenir la bombe nucléaire, au-delà de ce bouclier balistique conventionnelle. Et si ça avait été le cas, ils auraient pu semer la mort et la terreur pour l'éternité, sachant que toute tentative de les arrêter se heurterait à une apocalypse nucléaire».

«Nous venons de commémorer le 25e anniversaire du pire attentat terroriste des États-Unis, les attentats du 11 septembre, qui ont tué plus de 3000 personnes. Et dans deux semaines, nous commémorerons le troisième anniversaire de l'attaque du 7 octobre en Israël, où des terroristes financés par l'Iran ont tué, mutilé, enlevé 1200 civils innocents, y compris des Américains et de nombreux bébés. Des bébés, des tout petits bébés innocents. L'Iran a célébré ce massacre et a expliqué que c'était un service rendu à l'humanité».

«Ce même régime a massacré 72.000 de ses citoyens cette année, et récemment, dix mille

personnes ont été tuées alors qu'elles manifestaient. Imaginez si ce régime vil pouvait mener des attentats terroristes de grande ampleur caché derrière un bouclier nucléaire. Voilà la réalité à laquelle nous faisons face. Mais trop nombreux étaient ceux qui ont ignoré cela. De nombreux présidents l'ont fait. Toutes ces personnes étaient réticentes à faire quoi que ce soit, mais tout le monde connaissait le problème. On a donné à l'Iran toutes les chances de conclure un accord, mais rien n'a été fait pour que les États-Unis ou d'autres pays puissent éviter de faire face à un problème si catastrophique. Suite à l'opération Fureur épique, plus de 159 navires de la marine iranienne sont au fond de la mer aujourd'hui, leurs radars sont détruits, leurs capacités anti-aériennes sont détruites, leurs capacités de fabrication de drones et de missiles sont quasiment éliminées. Leur économie est détruite. La seule chose qui n'a pas disparu, c'est l'inflation qui est en train de détruire leur pays et qui dépasse aujourd'hui 300 %. Et même après l'accord sur un cessez-le-feu pour des discussions, l'Iran a brandi la menace du terrorisme contre les navires civils» (...).

Le journal Le Soft International est une publication de droit étranger, propriété de FINANCE PRESS GROUP en sigle FINPRESS Groupe, FPG.

FINANCE PRESS GROUP
RCCM
KIN/RCCM/15-A-27926
Id. Nat.
01-93-N00932M

Le Soft International
Global site
lesoftonline.net
lesoft.be
Kin's
kin-s.net
LeSoftConcept
LeWebSoftConstruct
InterCongoPrinters
RadioTéléAction
Masimanimba.
Grand Bandundu
info@lesoft.be
SIP-AFRIMAGES
B-1410 Belgique.
Tél 00-32-488205666.
Fax 00-322-3548978.
eFax 00-1-707-313-3691

DIRECTEUR GÉNÉRAL.
Yerkis Muzama Muzinga.
Phone +243-818371479.

RÉDACTION.
T. Matotu
D. Dadei
Alunga Mbuwa.

DIRECTION COMMERCIALE.
Phone +243-818371479.

Directeur de la publication.
Mankana Makasi.
AMP Agences et Messageries de la Presse Belge. Accords spéciaux.
Trends. Trends, Tendances. Le Vif/
L'Express. Knack.
© Copyright 2026 FINPRESS.
Imprimé à Kinshasa
InterCongoPrinters

Autorisation de diffusion en R-DC.
M-CM/LMO/0321/MIN/08 datée 13 janvier 2008.

